

RÉDACTION

BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de la Palud 20.
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro: 40 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VÖGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger.... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 29 octobre 1891.

Panaches et plumaches.

Il existe encore, dans certaines régions de l'Helvétie, des journalistes qui n'ayant jamais porté un fusil ni monté une garde, regrettent le temps où, en matière militaire, les hauts Etats confédérés étaient souverains; où, sans rire, on parlait de l'armée de Zurich, de Vaud, de Zoug ou de Genève, comme on parle de l'armée italienne ou bavaroise. Toute occasion leur est bonne pour discréditer nos institutions militaires ou ridiculiser les hommes qui organisent ou commandent nos troupes. Un officier consciencieux devient sous leur plume un « traîneur de sabre », et le fonctionnaire militaire qui, sentant sa responsabilité, s'acquitte avec intelligence de ses devoirs et prévoit l'avenir, un « militaïromane ».

A les lire, il semblerait vraiment qu'il y a en Suisse une caste de personnages plus ou moins découverts dont l'unique souci est de se demander comment ils pourraient bien se donner de l'importance et amener le peuple à dépenser le plus d'argent possible pour des canons ou des enceintes fortifiées, quand ce n'est pas pour des choses plus futiles encore.

Tous les prétextes, grands ou petits, sont bons à ces dévotionnaires.

Sur une place d'armes où, il y a quelques semaines, un acte d'indiscipline causait un grave accident, un soldat méchant, tirant, au second rang d'une troupe en ordre serré, un feu de magasin, lâche stupidement neuf coups sur dix sans épauler ni viser, mettant ainsi en danger la vie de ses camarades du premier rang. Le capitaine-instructeur, responsable de la vie de ses hommes, exaspéré par la désobéissance de son subordonné, s'oublie un instant et frappe le soldat de sa canne. L'officier est puni des arrêts, mais vite les journaux de s'emparer de la faute et par des généralisations et des pluriels perfides de protester contre les mauvais traitements que les instructeurs fédéraux font subir, sur les places d'armes, aux enfants du pays!

Dans la situation politique et militaire actuelle de notre continent, le passage des Alpes par le Saint-Gothard est devenu un des points stratégiques les plus importants de l'Europe. Qui en est le maître commande la Suisse et l'Italie. Jamais cette dernière puissance, devenue un Etat militaire de premier ordre, ne permettra que ce carrefour tombe au pouvoir d'un belligérant. Plutôt que de le souffrir, elle s'y installerait elle-même, pour n'en plus déloger. Le gouvernement de la Confédération, conscient du danger et des responsabilités redoutables qu'il encourt vis-à-vis du pays, fortifie ce poste. Par le sacrifice d'une dizaine de millions, il écarte du pays la certitude d'une invasion à la première alerte de guerre. — Vite certains journaux de signaler comme un gaspillage scandaleux des épargnes nationales ce qui est un acte de haute prudence et apparaît comme une absolue nécessité à tout homme qui a jamais entendu parler de Masséna ou de Lecourbe.

Une invention nouvelle bouleverse les données de la balistique sur lesquelles toutes les infanteries de l'Europe ont construit leurs armes. Partout autour de nous on fabrique des fusils nouveaux, perfectionnés, à trajectoires plus sèches, à portées plus lointaines. Le gouvernement, responsable des soldats qu'il peut être appelé d'un jour à l'autre à faire marcher au combat pour l'indépendance du pays, veut donner à ces citoyens des fusils qui valent ceux de l'ennemi. Il en coûte des millions. — Vite encore ces mêmes journaux de crier à la démesure et de comparer les chiffres, malheureusement très gros, du budget fédéral de la guerre à ceux, moins gros, est vrai, de l'agriculture laquille, soit dit en passant, émerge au budget des vingt-cinq cantons, ce qui ne sera plus le cas de l'armée le jour prochain où le peuple verra qu'il en soit ainsi. Puis ces mêmes journaux qui blâment la transformation de l'armement jettent l'alarme dans le pays en signalant solennellement comme un péril les retards survenus dans la fabrication du fusil nouveau!

Afin de faciliter la transmission des ordres dans les troupes, d'améliorer le service des états-majors et de rendre nos divisions plus mobiles et plus manœuvrières, le gouvernement fédéral crée des corps d'armée, institution connue depuis longtemps, pratiquée et expérimentée dans toutes les armées qui nous avoisinent. S'il le fait, c'est qu'il estime la réforme utile, nécessaire. Et alors, dans un journal, quelqu'un propose qu'on revise les grades et qu'au lieu d'avoir trois catégories de colonels hiérarchiquement superposés, ce qui prête à la confusion, on nomme les colonels qui commandent des divisions et des corps d'armée majors généraux et lieutenants généraux, comme cela se fait, sans inconvénient, ailleurs.

Vite encore on s'empare de cette proposition, très innocente en elle-même, pour conclure de l'effet à la cause et décréter que si on a fait des corps d'armée, c'est parce que monsieur X ou monsieur Y désirait qu'on le nommât général.

Panaches! plumaches!

Les hommes qui écrivent ainsi se trompent et trompent leurs lecteurs. Ils confondent les dates. C'est aux temps qu'ils regrettent que florissait le panache et que sévissait la militaïromanie, la vraie, celle qui est ridicule.

Le beau temps! disent-ils. Parlons-en.

Il nous souvient de l'instruction que donnaient aux troupes les instructeurs des cantons. Nous n'en voulons pas rendre ces officiers responsables, mais c'était une mode très généralement répandue alors que de jurer et blasphémer sous les armes. On n'était vraiment « troupière » qu'à ce prix. En avons-nous subi des quolibets et des gros mots et entendu des imprécations et des injures, nous qui avons porté le sac et la giberne sous ce glorieux régime! Heureusement, la Confédération est venue et a mis fin à cette peu noble pratique. Ensuite qu'aujourd'hui, il est rare d'entendre un officier mal parler à sa troupe; ses supérieurs le blâment, s'il le fait. Et quant aux brutalités, elles sont si bien interdites et si exceptionnelles qu'un coup de canne qui tombe par accident sur la place de tir de Bôle s'entend jusqu'au lac de Constance.

On affecte une surprise indignée parce que la Suisse fortifie sur son territoire les points les plus importants à tenir et parlant les plus directement menacés? Mais ce n'est pas d'aujourd'hui cela. La fortification est pratiquée en Suisse depuis des siècles et ceux qui nous racontent que nos pères se faisaient gloire de n'opposer à leurs ennemis que leur courage et leurs libres poitrines, nous prennent pour des ignorants ou des sots. Il n'est pas de ville suisse qui n'ait eu ses tours, ses murs et ses fossés. Et nos grandes routes stratégiques ont eu, en tout temps, leurs travaux de défense: au Luciensteig, à Bellinzona, au Gothard, au Simplon, sans parler d'Aarberg ni de Bâle. Ce n'est pourtant pas la faute du gouvernement fédéral si la puissance brisante et perforante des projectiles de l'artillerie et la précision du tir ont augmenté depuis trente ans au point que là où des terrassements et des maçonneries suffisaient, il faut maintenant des couvertures de granit et d'acier. La Confédération de 1891 ne fait que suivre à une invasion en se mettant en défense contre des invasions possibles; si elle le fait avec plus de soin, c'est à son honneur et profit.

C'est un fait généralement reconnu de tous ceux qui ont vécu la guerre franco-allemande que si la Suisse échappa alors à une invasion, ce fut providentiel. Qu'avait-elle à opposer à un ennemi à ce moment? Du courage et du patriotisme sans doute, autant qu'aujourd'hui, mais sur la condition de son armée, son homogénéité, son instruction, l'équipement et l'armement des troupes, il suffit de lire le rapport que fit, après l'occupation des frontières, le général Herzog pour se convaincre qu'en cas de conflit armé nous n'eussions pas été en état d'utiliser nos divisions. Ce sera l'éternel honneur de cet officier, que personne certes n'accusera d'être un militaïromane, d'avoir appelé si fortement l'attention du pays sur l'état déplorable dans lequel notre système de défense était tombé. Il en résulta la féconde quoique incomplète transformation de 1874.

Panaches et plumaches, dit-on? Combien cette réorganisation de 1874 n'en a-t-elle pas fait tomber! Il nous souvient du temps où, sur la place d'armes de Lausanne, il fallait trois colonels fédéraux à cheval, le chapeau galonné, de grosses épaulettes d'or sur les épaules, l'écharpe rouge et blanche au côté, la large bande rouge au pantalon, la chabraque toute galonnée d'or, pour inspecter deux compagnies d'infanterie de cent hommes chacune, faisant, avec des cordeaux, l'école de bataillon! Il nous souvient du temps où, à la tête d'un bataillon de six cents hommes, on voyait marcher: les sapeurs d'abord avec leurs bonnets à poil gigantesques, leurs tabliers et leurs gantelets blancs; puis le tambour-major avec son panache haut comme un mât de navire et ses tambours portant des caisses énormes; la musique militaire, toute brillante et empanachée; puis le commandant, un lieutenant-colonel s'il vous plaît, le major, le capitaine adjudant-major, tout un escadron d'officiers à cheval; la troupe enfin, superbe avec ses boudriers blancs, ses épaulettes multicolores, ses shakos à gros pompons et à flammes, portant grenades et cors de chasse. Que reste-t-il de tout cet étalage de dorures et de couleurs qui réjouissaient si fort nos bonnes, quand elles nous menaient voir la parade?

Et dans les manœuvres d'ensemble, pour trois bataillons de six cents soldats, on levait tout un état-major de brigade, alors qu'aujourd'hui un lieutenant-colonel, sans panache ni tricorn, commande à près de trois mille hommes. Remontez au temps glorieux de la souveraineté des cantons, à cette guerre du Sonderbund qui restera toujours une des pages les plus honteuses de notre histoire, aussi bien au point de vue militaire que pour la politique, et lisez l'ordre de bataille des deux armées. On y comptait une demi-douzaine de généraux. Il est vrai qu'ils n'avaient pas acquis leurs grades au service du pays, ce qui sans doute leur donnait du prestige, mais ils commandaient à

des « brigades » cantonales moins fortes en effectifs qu'un de nos régiments.

Il importe assez peu qu'un commandant de division ou de corps d'armée soit colonel ou général. L'essentiel est qu'il soit un officier capable. Aussi bien, la question est-elle tranchée par la loi: les officiers qui commandent nos corps d'armée sont et restent colonels. La proposition d'en faire des généraux est, à tout le moins, tardive. Comme il faudra bien leur donner des insignes qui permettent qu'on les distingue des colonels commandant des divisions ou des brigades, on leur donnera probablement un galon de plus qu'aux autres ou un panache d'une autre forme ou d'une autre couleur. Mais le peuple suisse peut se rassurer, il peut être certain qu'on ne fera rien qui blesse le républicanisme le plus austère. Nous voudrions être certains que le bon goût s'en tirât aussi bien.

Après quoi, cela nous paraît d'un intérêt médiocre, bon pour préoccuper les oisifs qui discutent gravement si le chef du département militaire, quand il est colonel et qu'il inspecte des troupes, doit porter une redingote ou mettre son uniforme et porter au képi un panache noir ou un panache blanc. Nous avouons que ces graves problèmes de toilette nous laissent froids. Il nous importe plus de savoir à la tête de l'administration de notre petite armée un magistrat consciencieux et juste et un esprit clairvoyant.

Le peuple suisse, lui aussi, ne demande pas autre chose. Les dévotionnaires systématiques auront beau faire, ils ne ramèneront pas le temps où dix mille pétitionnaires se dérangeaient pour des épaulettes. Le peuple a d'autres soucis. Il sait d'ailleurs que, sur ses places d'armes et dans ses casernes, on travaille sérieusement; il sait qu'il n'est pas en Europe une administration militaire plus économique, plus honnête, plus soucieuse de ménager les deniers publics: qu'on chercherait en vain ailleurs des états-majors plus modestes, plus désireux de bien faire, plus pénétrés de la gravité de leur mission; qu'en un mot, comme le reconnaissent avec admiration, année par année, les officiers étrangers qui assistent à nos manœuvres, il n'est pas d'armée où on obtienne plus avec d'aussi faibles moyens et où on travaille davantage avec moins de jactance.

Ce n'est pas dans une armée où, à cinquante mètres, on ne distingue pas un commandant de division des soldats de son escorte qu'il faut parler de plumaches et de panaches. Nulle part il n'y en a moins que chez nous, au propre comme au figuré.

Nous ne prétendons pas que tout soit parfait dans l'armée fédérale, loin de là mais nous affirmons que, du haut en bas de l'échelle, tout le monde y fait de son mieux, pour l'amour du pays.

Cela, le peuple le sait et c'est pourquoi il laisse jaser les petits esprits et les envieux. Il s'en tient aux résultats.

Les droits de douane sur l'horlogerie.

L'horlogerie étant une des principales industries de la Suisse, et, en tout cas, l'industrie nourricière et à peu près unique d'une partie considérable des cantons romands, il convient d'examiner la situation que lui fait le nouveau tarif douanier et de se rendre compte des moyens à employer pour parer les coups que ses plus dangereux concurrents s'apprêtent à lui porter.

Au mois de mars, comme on allait définitivement arrêter le tarif à Berne, je fus consulté par une société industrielle de la Chaux-de-Fonds qui effrayait le projet de tarif français. J'étais alors, dans une étude que la Gazette de Lausanne a publiée et que tous les journaux de la Chaux-de-Fonds ont reproduit, l'avis qu'il fallait adopter comme tarif général suisse le tarif maximum français; décider que dans les négociations avec les autres Etats, l'horlogerie ne serait pas sacrifiée à titre d'objet compensatoire et serait exceptée de la clause de la nation la plus favorisée. Je demandais que spécialement dans les négociations avec la France, on se mit sur le terrain de la réciprocité la plus complète, et qu'on proposât en première ligne des réductions considérables, semblables pour les deux pays. Que si la France ne voulait céder que son tarif minimum, on ne lui fit pas des réductions plus considérables et que si elle n'accordait même pas son tarif minimum, on lui appliquât à elle-même son propre tarif maximum. Enfin je proposais la suppression de la rubrique des « montres compliquées ».

Eventuellement, je demandais qu'on acceptât tout au moins la classification française et qu'en tout état de cause, on mit les droits sur les montres entières en harmonie rationnelle avec les droits sur les boîtes. « La Suisse ne veut pas la guerre, ai-je dit alors. Elle ne demande qu'à maintenir pour l'horlogerie le régime du libre-échange. Mais ce serait pousser jusqu'à l'absurdité l'abnégation dogmatique que d'accepter un état de choses d'après lequel la Suisse ouvrirait ses portes à deux battants, tandis que de l'autre côté du pont de frontière, le concurrent exhauserait encore les barrières derrière lesquelles il s'abrite déjà ».

Ces propositions, vivement discutées à la Chaux-de-Fonds et à Bienne et soutenues par une partie de l'industrie, n'ont pas trouvé grâce devant la Société intercantonale des industries du Jura. Celle-ci, réunie quelques jours avant la session de printemps des Chambres, vota la résolution suivante:

« La Société intercantonale des industries du Jura, après avoir constaté que le projet de tarif douanier français sur l'horlogerie renferme, même comme tarif minimum, des droits infiniment plus élevés que ceux

qu'ont à payer en Suisse les produits français similaires;

« Vu les rapports industriels étroits et multiples qu'entrelient les populations horlogères des deux pays, d'où il résulte que dans un grand nombre de montres fabriquées d'un côté ou de l'autre de la frontière, il entre une part de travail français et une part de travail suisse;

« Vu l'intérêt évident qu'il y aurait pour les deux pays à assurer dans le monde entier la suprématie de leur industrie commune, en établissant la libre circulation des montres et de leurs pièces détachées, ou tout au moins en s'accordant la réciprocité sur la base du tarif le plus réduit;

« Considérant que des droits exorbitants comme ceux projetés par la France ne peuvent avoir pour conséquence qu'une prime énorme donnée à la contrebande, au grand détriment du commerce honnête et loyal;

« Qu'une telle politique douanière est de nature à altérer les bonnes relations qui unissent les populations frontalières des deux pays, relations que, pour sa part, la Suisse, berceau de l'industrie horlogère, s'est efforcée de maintenir et de développer par une politique largement libérale, exempte d'égoïsme et de jalousie;

« Demandant aux autorités fédérales de ne conclure avec la France aucun arrangement commercial qui laisserait subsister une si criante inégalité et d'user de tous les moyens en leur pouvoir pour y mettre fin;

« Décide en outre de mettre immédiatement à l'étude, de son côté, la question des voies et moyens à employer sur le terrain industriel et commercial pour régir efficacement contre les effets d'un tarif français prohibitif qui, tout au moins, apporterait des entraves considérables à l'entrée des produits horlogers suisses en France. »

Nous ne voulons pas médire de la Société intercantonale dont nous avons été dans le temps l'un des principaux fondateurs, mais il nous sera bien permis de trouver que le lyrisme des considérants qu'on vient de lire contraste avec le langage très sec dont on s'est servi en France, au congrès horloger et à la Chambre des députés, en parlant de l'horlogerie suisse.

La Société intercantonale ne s'était pas contentée de voter les résolutions reproduites ci-dessus. Elle avait décidé en même temps d'appuyer les chiffres suivants proposés par le Conseil fédéral: pièces détachées d'horlogerie ébauchées et ébauchées, 16 fr. les 100 kilos; montres de poche et leurs parties détachées finies, 100 fr. les 100 kilos.

La commission du Conseil national, nantie de ces propositions, augmenta les droits sur les ébauches, diminua de moitié les droits sur les montres et pièces finies et créa une rubrique spéciale pour les boîtes de montres. Celles-ci auraient été « douanées » par pièce, tandis que pour les montres la commission continuait bravement à admettre qu'elles se vendent... au kilo?... non, au quintal métrique! Après des débats assez superficiels au Conseil des Etats et au Conseil national et plusieurs renvois d'une Chambre à l'autre, ce furent les propositions du Conseil fédéral qui l'emportèrent.

L'ancien tarif général et le tarif conventionnel avec la France portaient: ébauches et pièces détachées, 16 fr.; montres de poche de tous genres, 30 fr. La différence entre l'ancien état de choses et le nouveau est donc que les montres et pièces détachées finies paient 70 fr. de plus. Cela paraît énorme et c'est peu, attendu qu'il va 1333 montres de 75 grammes au quintal, ce qui donne 5 centimes environ par montre.

Les montres de 75 grammes paieront à peine 8 centimes par pièce à l'entrée en Suisse, qu'elles soient en or, en argent ou en tout autre métal. Mais à l'entrée en France les montres, grandes et petites, paieront de 20 fr. à 2 fr. la pièce au tarif général et de 5 fr. à 75 centimes la pièce au tarif minimum. Le projet de loi voté par la Chambre des députés définit le tarif minimum comme suit: Le tarif minimum pourra être appliqué aux marchandises originaires des pays qui feront bénéficier les marchandises françaises d'avantages corrélatifs et qui leur appliqueront leurs tarifs les plus réduits.

Le reste du tarif français, voté par la Chambre des députés et actuellement soumis au Sénat, est à l'avantage.

En voici, du reste, le texte exact pour ce qui concerne la petite horlogerie:

Mouvements de montres sans boîte (A).

497. Mouvements et porte-échantillon à l'état d'ébauche ou de finissage, sans trace aucune de plantage d'échantillon, la douzaine: tarif général 1 fr. 50, tarif minimum fr. 1.

498. Mouvements et porte-échantillon avec échantillon faits ou présentant seulement des traces de plantage d'échantillon, mais ni dorés, argentés ou nickelés; si l'échantillon est à cylindre, tarif général fr. 10, tarif minimum fr. 5; si l'échantillon est à ancre, ou autre, t. g. fr. 15, t. m. fr. 8.

499. Mouvements entièrement finis, dorés, argentés ou nickelés; si l'échantillon est à cylindre, t. g. fr. 30, t. m. fr. 17; si l'échantillon est à ancre ou autre, t. g. fr. 45, t. m. fr. 24.

Montres finies sans complication de système.

500. Avec boîtes en or, la pièce; si l'échantillon est à cylindre t. g. fr. 6, t. m. fr. 3.25; si l'échantillon est à ancre ou autre, t. g. fr. 7, t. m. fr. 4.25.

500 bis. Avec boîtes en argent, la pièce; si l'échantillon est à cylindre, t. g. fr. 2, t. m. fr. 1.25; si l'échantillon est à ancre ou autre, t. g. fr. 3, t. m. fr. 1.75.

500 ter. Avec boîte en tout autre matière non précieuse (B), la pièce; échantillon à cylindre, t. g. fr. 2, t. m. fr. 0.75; échantillon à ancre ou autre, t. g. fr. 2.50, t. m. fr. 1.25.

Montres compliquées (répétitions), chronographes, secondes indépendantes; chronomètres de poche quel que soit le genre de l'échantillon.

501. Boîtes en or, la pièce, t. g. fr. 20, t. m. fr. 15.

501 bis. Boîtes en argent, la pièce, t. g. fr. 15, t. m. fr. 8.

501 ter. Boîtes en matière non précieuse, t. g. fr. 10, t. m. fr. 5.

Compteurs.

502. Compteurs de poche de tout genre (podomètres, etc.), mêmes droits qu'un numéro 500 ter.

Boîtes de montres.

503. En or, la pièce, t. g. fr. 3, t. m. fr. 2.25; — en argent, t. g. fr. 1, t. m. fr. 0.60; — en matière non précieuse, t. g. fr. 0.50, t. m. fr. 0.25.

A) 1. Sont considérés comme trace du plantage d'échantillon le perçage ou l'empilage d'un ou de plusieurs trous des mobiles d'échantillon, mais non le simple pointage de ces mêmes trous. Le cog, toutefois, peut être percé.

2° Sont taxés comme les mouvements et porte-échantillon complets, et classés sous les rubriques n° 497 ou 498, suivant qu'elles ne présentent pas ou qu'elles présentent des traces de plantage d'échantillon.

ment, les platines ou fausses platines seules de ces mouvements ou porte-échantillon.

3° Sont considérés comme échantillons faits et taxés comme s'ils étaient à ancre, tous mouvements, porte-échantillon, platines ou fausses platines seules, portées en Suisse, et dont les pièces permettant de constater l'absence ou la présence de traces de plantage d'échantillon.

4° Sont considérés comme présentant des traces de plantage d'échantillon à cylindre tous les mouvements, porte-échantillon, platines ou fausses platines seules, dans lesquels les deux trous de balancier et roues d'échantillon auront été percés ou empierés, et comme présentant des traces de plantage d'échantillon à ancre, tous les mouvements, porte-échantillon, platines ou fausses platines seules, dans lesquels les trois trous des balanciers, ancrés et roues d'échantillon auront été percés ou empierés.

5° Sont taxés comme boîtes en or ou en argent les boîtes en matières communes garnies d'ornements en or ou argent ou d'ornements dorés ou argentés.

Ajoutons que le tarif range les « boîtes de montres à décorer, dorer et graver » parmi les produits auxquels l'admission temporaire est accordée; c'est dire que les graveurs et doreurs français pourront introduire en franchise des boîtes suisses aux fins de réexporter, après travail, dans leur pays d'origine.

Le premier fait qui frappe quand on compare le tarif suisse au tarif français, c'est que d'après le premier les droits sur les montres sont perçus par quintal métrique, et, d'après le second, par pièce.

Ensuite il est facile de calculer que sur certains articles le tarif français — au tarif minimum — est 2400 fois plus élevé que le tarif suisse. Sur l'article le plus vulgaire, la montre cylindre à boîte de métal, le droit français est encore neuf fois plus élevé que le droit suisse. Puis le tarif français est plus rationnel, dans ses subdivisions, que le tarif suisse. Ensuite, l'expérience a prouvé que ce sont les articles d'horlogerie, que la France protège par les droits relativement les plus élevés, qui arrivent surtout en Suisse pour y faire concurrence à la production indigène.

Et en France on ne s'amuse pas à faire du sentiment comme la Société intercantonale. Dès 1879, M. Vette, rapporteur pour l'horlogerie, de la commission des douanes, propose de répondre par un droit français de 35 centimes par ébauche à un droit « protecteur » suisse de 15 centimes dont il avait été question au Conseil des Etats. Tout en proposant d'élever de 30 centimes par pièce, ce qui n'est qu'un petit droit de statistique, à 1 fr. 60, le droit d'entrée français sur les montres en métal commun, il accuse la Suisse — qui aujourd'hui encore n'en est pas à 8 centimes par pièce — de faire du protectionnisme, et il s'écrie: « C'est en inscrivant au tarif général le principe de la protection que vous obtenez, par le tarif conventionnel, la pratique du libre-échange. »

En 1891, dans son discours du 11 mai, comme rapporteur général de la commission des douanes à la Chambre des députés, M. Méline, le grand-prêtre du protectionnisme français, dénonce spécialement la Suisse. « Je regrette, dit-il, que notre intérêt économique nous oblige à nous défendre contre ce pays... Arrivons à l'horlogerie. L'importation, qui était de 1,218,000 fr. en 1877, s'élève à 4 millions en 1886. M. Méline, qui doit savoir que la statistique a des complaisances inouïes pour qui sait la faire servir à ses fins, se garde bien de dire que les chiffres de l'importation de Suisse en France comprennent aussi une certaine quantité de montres qui s'exportent dans les pays d'outre-mer par les maisons de commission de Paris et des ports de l'Atlantique et de la Méditerranée. »

Le 9 juillet, quand la Chambre des députés discute le tarif, M. Charles Beaunier, de Besançon, accuse les fabricants suisses de se procurer des avantages pour ainsi dire illicites, grâce à la différence du système de contrôle des boîtes dans les deux pays. Il espère que le tarif français « très modéré » sera accepté par la Suisse, et il espère aussi que la Suisse, touchée sans doute par les perspectives que lui ouvre le projet de tarif français, « ne donnera pas suite à l'intention qu'elle avait d'élever de 16 francs à 100 francs son droit de péage sur les articles d'horlogerie qui lui fournissent abondamment, non seulement les usines de la Franche-Comté, mais encore les petits ateliers de nos ouvriers à domicile, les « ouvriers de famille. »

Ces belles choses se disaient à la tribune française, le 9 juillet, et il faut constater, pour être juste, que la Chambre réduisait à 17 fr. (au lieu de 24 fr.), par douzaine, le droit minimum sur les mouvements-cylindre entièrement finis et à 24 fr. (au lieu de 36 fr.), le droit minimum sur les mouvements-ancre. N'était-ce pas se montrer bon prince que de mettre ainsi le droit sur les mouvements finis à fr. 1.60 et 2 fr. la pièce, alors que la Suisse, sur ces mêmes mouvements, percevait à peine 5 centimes la pièce?

C. BODENHEIMER.

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 28 octobre.

La séance d'hier. — Une discussion sur les accidents de chemin de fer. — Interpellation boulangiste. — Le cas de M. Paul Lafargue. — Fête franco-russe.

La discussion du budget continue à marcher grand train. Hier, ce n'est pas seulement la fin des articles concernant le ministère des affaires étrangères qui ont été adoptés, mais encore les budgets de la justice, de la Légion d'honneur, de l'imprimerie nationale et partie de celui des travaux publics. Pour peu qu'on aille quelques jours encore à la même allure, le Sénat ne saura que faire de tout le temps qui lui restera pour examiner à son tour les lois de finance.

Dans la même séance, la Chambre votait 1,200,000 francs pour les victimes des inondations et 100,000 francs pour encourager l'immigration à Madagascar. Elle s'occupait encore de quelques interpellations. Celle de M. Dumas sur la grève des verriers ne l'a pas retenu longtemps, le gouvernement s'étant borné à déclarer qu'il ne pouvait intervenir, et la majorité s'étant montrée satisfaite de cette réponse.

Plus long et plus important a été le débat provoqué par M. Castelin sur les accidents de chemins de fer, qui est venu à l'ordre du jour à propos du budget des travaux publics. Cette question de la sécurité des voyageurs se pose chaque jour avec une importance nouvelle, et la catastrophe de Moirans, datant de la veille seulement, rendait plus impérieux encore le devoir de la Chambre de l'examiner à fond.

La discussion ne semble guère cependant avoir abouti à des résultats pratiques. On a beaucoup disserté sur le block-système. M. Yves Guyot a protesté de son intention de faire exercer un contrôle rigoureux sur les compagnies. Il a parlé de circulaires récentes expédiées par son administration, tant pour prévenir les retards de trains, que pour exiger de sérieuses conditions de capacité des mécaniciens chargés de les conduire. L'interpellateur s'est déclaré satisfait, et l'on ne peut pas dire que la solution ait ainsi fait un grand pas en avant.

De son côté, la commission du travail est peut-être arrivée à quelque chose de plus pratique, en chargeant l'un de ses membres, M. Marnejoles, d'élaborer un projet de loi sur la matière. Les deux points essentiels à considérer sont la réglementation du travail des mécaniciens et chauffeurs, en vue d'éviter le surmenage, et une complète réorganisation du contrôle des chemins de fer.

M. Marnejoles a terminé son rapport, dont il a donné hier lecture à la commission. Celle-ci a adopté un système de contrôle au moyen d'agents nommés par le ministre des travaux publics pour une période déterminée, et choisis parmi les mécaniciens ayant au moins cinq ans de service. Elle a décidé d'établir un examen de capacité pour les mécaniciens, chauffeurs et aiguilleurs. Par contre, elle a rejeté une proposition de son rapporteur, tendant à déclarer engagée la responsabilité des chefs d'exploitation en cas d'insuffisance du personnel. De l'avis de bien des personnes compétentes, c'est cependant là où l'on aurait le plus de chances de trouver l'explication de l'effrayante multiplicité des accidents : le personnel des compagnies est trop restreint et ne suffit plus aux exigences d'un service considérablement augmenté dans ces dernières années.

L'interpellation de M. Ernest Roche, qui a été renvoyée en tête de l'ordre du jour de samedi, ne doit pas embarrasser beaucoup le cabinet. Le député boulangiste réclame la mise en liberté de M. Paul Lafargue, le candidat révolutionnaire qui est en ballottage dans l'élection de Lille, après avoir dépassé de beaucoup ses concurrents au premier tour. C'est une thèse usuelle de l'extrême-gauche que les droits du suffrage universel primant toute autre considération, un candidat à la députation ne saurait être maintenu sous les verrous.

Dans le cas particulier, il ne s'agit pas d'une détention préventive. M. Lafargue purge une condamnation définitive et le gouvernement ne possède aucun moyen de l'élargir, à moins qu'un décret de grâce ne soit rendu par le président de la République. C'est sans doute derrière cette impossibilité légale que se retranchera le ministre qui répondra à M. Roche.

On fête de nouveau l'alliance franco-russe à Brest. A l'occasion du séjour dans ce port du cuirassé russe *Minin*, la ville est pavée et décorée. Les concerts, les bals et les banquets se succèdent. Des visites officielles s'échangent entre les officiers de la marine impériale et les autorités civiles et militaires de Brest. Un second cuirassé russe, le *Dimetri-Doukoi*, doit arriver de Cherbourg pour prendre aussi part à ces fêtes.

NOUVELLES POLITIQUES

— Les journaux italiens expriment presque tous leur satisfaction de la manière dont M. Ribot a apprécié devant la Chambre des députés l'attitude du gouvernement italien dans l'affaire des pèlerins. Les organes officiels disent que le langage du ministre des affaires étrangères de France ne pourra que contribuer au maintien des bons rapports entre les deux pays ; l'*Opinione* fait seulement une réserve au sujet du passage du discours de M. Ribot relatif à Garibaldi, qui n'est pas fait, suivant lui, pour être agréable à tous les Italiens. Les journaux du Vatican s'abstiennent jusqu'ici de commentaires.

— L'archevêque d'Aix a choisi pour défenseur M^e Jacquier, avocat lyonnais. Pendant le procès, il recevra l'hospitalité du cardinal-archevêque de Paris.

— Le baron de Schorlemer-Alst, chef du parti du centre au Reichstag, a été nommé membre de la Chambre des seigneurs de Prusse par l'empereur Guillaume, qui a voulu ainsi lui donner une marque toute particulière de sa confiance.

— Mardi à l'occasion de l'anniversaire de la capitulation de Metz, a eu lieu, au Kaiserhof, en mémoire du prince Frédéric-Charles, un banquet auquel a assisté l'empereur allemand. Le prince Frédéric-Léopold, les généraux de Waldersee, Voigts-Rhetz, Meerschmidt-Hüllessem étaient aussi présents.

Le seul toast officiel a été porté par l'empereur. Il a dit que la fête n'était pas destinée à glorifier la prise de Metz, mais à honorer la mémoire du prince Frédéric-Charles et à rappeler les grands services qu'il a rendus à l'armée.

— Le correspondant viennois du *Times* rend compte d'un entretien qu'il a eu avec le baron de Hirsch au sujet des projets de colonisation juive dans la République-Argentine. M. de Hirsch a conclu par les réflexions suivantes :

« Je ne puis prédire la façon dont notre projet s'exécutera. Je ne puis que m'en tenir aux bases que j'ai posées à l'effet de convertir les émigrants juifs en cultivateurs du sol. »

« Que dans vingt ou trente ans d'ici ceux de nos colons qui auront prospéré en leurs domaines fassent des négociants, des ingénieurs, des avocats ou des médecins de leurs enfants, si cela leur fait plaisir, mais la génération actuelle d'émigrants devra apprendre à aimer l'agriculture, de façon à pouvoir se tenir au même niveau que toutes les autres races humaines. »

— C'est aujourd'hui seulement que le tsar, la famille impériale et le roi et la reine de Danemark partent de Copenhague. Ils seront conduits par le yacht *L'Étoile polaire* à Neufahrwasser et prendront le train à Danzig pour Wirballen.

Le roi et la reine de Grèce s'embarqueront sur le *Danebrog* et prendront le chemin de fer à Lübeck.

Il n'est toujours pas question d'une entrevue du tsar et de l'empereur d'Allemagne qui est, du reste, retenu en ce moment à Potsdam par la visite du roi de Roumanie.

— Le correspondant du *Daily-Telegraph* à Washington a eu une entrevue avec M. Harrison. Celui-ci lui a dit que, d'après les avis qu'il avait reçus, l'attaque contre les marins américains à Valparaíso n'avait pas été provoquée et qu'il était regrettable que les autorités chiliennes n'eussent fait aucune démarche pour punir les coupables.

Le président Harrison a ajouté qu'il n'appréhendait aucune suite fâcheuse au sujet de cet incident. Il est convaincu que le bon sens des Chiliens les amènera à réparer l'erreur commise, si toutefois il est établi qu'une erreur a été commise.

En tous cas, l'action du gouvernement américain sera exempte d'équivoque et basée uniquement sur la nécessité de protéger l'honneur et le drapeau américains.

Un rescrit de Guillaume II.

Berlin, 28 octobre. Le *Reichsanzeiger* publie un rescrit impérial adressé au ministre d'Etat.

Dans ce document, l'empereur appelle l'attention du ministre d'Etat sur les révélations regrettables qui ont été faites au cours d'un procès récent et insiste sur l'application de la législation en vigueur afin de combattre énergiquement le scandale des souteneurs.

La police devra se montrer sans pitié dans la répression des écarts commis par les individus de cette catégorie ; chaque fois qu'elle interviendra énergiquement, elle pourra compter sur la reconnaissance et sur l'appui du souverain.

Il y aura lieu d'examiner éventuellement les moyens de compléter les prescriptions du Code pénal en ce qui concerne la répression.

Les tribunaux ne devraient pas se laisser guider dans leurs jugements par de faux sentiments d'humanité ; dans les cas sérieux, ils devraient autant que possible infliger le maximum de la peine.

Il y aura aussi des mesures à arrêter afin d'empêcher l'avocat de contribuer par des moyens frivoles à assurer la triomphe de l'injustice.

De même, il y aura lieu de faire entendre que la dignité du tribunal ne soit pas compromise et que la publicité des débats soit interdite dans les affaires de ce genre.

Dans son rescrit, l'empereur constate comme un symptôme réjouissant l'unité avec laquelle l'opinion publique a ressenti la nécessité de mettre un terme, par des moyens efficaces, aux fâcheux inconvénients qui ont été constatés.

Le rescrit est daté du Nouveau-Palais, 22 octobre, et ne porte pas la contresignature d'un ministre.

La situation à Buenos-Ayres.

Le *Temps* reçoit de Buenos-Ayres, 5 octobre, la lettre qui suit. On remarquera qu'elle est antérieure à la crise signalée dès lors par le télégraphe et à la suite de laquelle deux ministres ont été changés et le général Roca s'est retiré sous sa tente :

Il est plus que jamais question, il n'est même plus question que de la valeur de l'or ; samedi il a fait une prime de 345 0/0.

Toute la politique de la République argentine tourne autour de cet agio du précieux métal. On s'aperçoit chaque jour davantage que tous les projets du gouvernement n'ont qu'un but : se prouver des fonds pour faire les prochaines élections. Quant à ce qui est de résoudre la crise et de donner une satisfaction quelconque aux créanciers étrangers, aucun de nos gouvernants ne paraît s'en soucier.

L'échéance des élections présidentielles se rapproche de plus en plus. Or, le gouvernement actuel, continuant du régime qui a conduit le pays à sa ruine, a besoin d'une banque où il puiserait à son aise pendant la période électorale. C'est, du reste, dans les traditions.

Les institutions nationales sont discréditées, les caisses sont vides, la Banque nationale est en déconfiture. Où trouver de l'argent pour faire triompher, malgré tout, les candidats de « l'accord » ?

C'est pourquoi M. Pellegrini et son ministre le général Roca ont demandé le vote d'une nouvelle institution de crédit. Ce projet a été voté par 32 voix contre 13.

Jusqu'à présent, le gouvernement accueillait les projets élaborés ici ou présentés par les financiers européens en cherchant dans chacun d'eux celui qui pourrait s'ajuster, non pas aux exigences de la situation, mais aux convenances gouvernementales. Mais les auteurs de projets ne songeaient qu'à relever le pays et ne se préoccupaient point des visées secrètes des hommes d'Etat argentins ; ceux-ci, tout en souhaitant l'amélioration des affaires, ne perdaient pas de vue le parti à tirer du nouvel établissement.

Les meilleures propositions furent donc écartées et le gouvernement résolut de présenter aux Chambres un projet reposant sur une émission de papiers de 50 millions de piastres constituant le capital de la Banque nouvelle. Ce capital, composé uniquement du papier-monnaie si déprécié chaque jour, n'était pas une grande garantie de la solidité de la nouvelle banque. Ce n'est pas de cette manière que la nation fera face à ses engagements ; loin de là, elle contractera une dette de plus, voilà tout.

En déposant et en faisant voter son projet, le gouvernement a donc joué le tout pour le tout. Il manifeste clairement qu'il ne veut pas du contrôle européen et qu'il continuera à suivre les errements d'une politique économique néfaste. Au lieu d'atténuer la crise, il la précipite dans l'espoir que les forces dont il dispose sauront empêcher les manifestations des mécontents de l'intérieur. Quant à ceux de l'extérieur, il n'en a cure et ses actes le prouvent.

Dès que le vote fut connu à la Bourse, samedi dernier, l'émotion devint générale et l'or ne cessa de monter. Au coup de cloche annonçant la clôture des opérations, des manifestations se produisirent. La foule était considérable et bruyante, lorsqu'un des membres de la chambre de commerce, debout sur une chaise, réclama le silence pour parler :

En présence des projets monstrueux, dit-il, que le Congrès se prépare à sanctionner, il est indispensable que nous élevions la voix et que nous montrions à nos législateurs et à nos gouvernants qu'il ne leur est pas permis de violer ainsi la liberté, l'honnêteté et les règles de l'économie politique. Ce qu'il nous faut, c'est une banque indépendante de l'Etat, avec un capital propre et dirigée par ceux qui ont intérêt à la faire prospérer.

Archimède demandait un point d'appui pour soulever le monde. Pour soulever la République argentine, il nous faut l'appui des honnêtes gens. Nous l'aurons.

L'orateur proposa ensuite de nommer une commission qui étudierait les mesures susceptibles de faire face à la situation et les présenterait aux pouvoirs publics le plus tôt possible.

Les conséquences des mesures gouvernementales peuvent être graves. Les maisons d'importation seront amenées à ne vendre qu'au comptant et en or ; c'est le renchérissement, à bref délai, de toutes les marchandises, c'est la vie rendue impossible.

INFORMATIONS DIVERSES

— Parmi les notabilités savantes de Kiev se trouve en ce moment un centenaire, M. le professeur Ignace Vonberg, né à Vilna le 17 janvier 1791. M. Vonberg a été l'un des derniers professeurs de chimie de l'ancienne université de Vilna, et plus tard il a professé la chimie à l'université de Kiev, jusqu'en 1866. Parmi ses travaux scientifiques, il faut citer un *Cours de chimie théorique et pratique*, un volumineux ouvrage publié en 1828. M. Vonberg a eu pour successeur à Kiev le professeur Alexeiev, mort l'année passée. A l'heure qu'il est, le vénérable savant, qui a vu mourir la majorité de ses anciens élèves de l'université de Vilna, continue à jouir d'une excellente santé et présente avec le célèbre Chevreul, mort à l'âge de cent trois ans, le second exemple d'un chimiste centenaire.

Les accidents de chemins de fer.

Depuis le 27 juillet, jour de l'accident de la ligne de Vincennes (catastrophe de St-Mandé), jusqu'au 26 octobre (jour de l'accident de Moirans), il y a eu, sur les chemins de fer français :

Cinquante-deux accidents
Qui ont fait :
Quatre-vingt-deux morts.
Trois cent soixante blessés.

Dont :
Sur la ligne de l'Est, cinquante-quatre morts et deux cents blessés.

Sur la ligne de Lyon, vingt-deux morts et soixante-deux blessés.

Sur la ligne de l'Ouest, six morts et trente-cinq blessés.

Sur la ligne d'Orléans, cinq morts et vingt-six blessés.

Sur la ligne du Nord, trois morts et trente-sept blessés.

Ainsi les chemins de fer français ont tué quatre-vingt-deux personnes et en ont blessé trois cent soixante plus ou moins grièvement en trois mois. On trouvera la suite aux dépêches.

Le *Soleil* demande qu'on oblige les compagnies de chemins de fer à organiser le service dans les gares de façon que tout voyageur puisse, moyennant un supplément de prix, prendre, avant de s'embarquer, un ticket d'assurance sur la vie en même temps que son billet de chemin de fer.

Les inondations du Midi.

On nous écrit de Béziers, 26 octobre :

Dans l'Aude, la quantité d'eau pluviale a été considérable, aussi en quelques heures, tous les cours d'eau sont-ils sortis de leur lit occasionnant des ravages dont l'importance n'a pu être encore évaluée, mais il y a de sérieuses présomptions pour faire craindre qu'ils soient fort désastreux. Malheureusement les pertes sont plus que matérielles. Des êtres humains ont trouvé la mort dans des circonstances horribles.

Hier, dimanche matin, à 4 heures, l'Aude envahissait les bas quartiers de Carcassonne. Tous ceux qui n'avaient pu fuir assez tôt se réfugiaient sur le toit des maisons ou sur les points les plus élevés ; le sous-intendant militaire, notamment, avec sa famille, avait atteint un pont qui n'aurait qu'une sécurité provisoire ; il a été délavé, avec d'autres personnes, par les dragons à cheval, l'un d'eux a failli être emporté par le courant. A 5 heures du matin, le mur de clôture de l'usine à gaz s'est écroulé sous la pression de l'eau, le gazomètre a été envahi et tous les bacs de gaz se sont éteints en même temps dans toute la ville. C'était sinistre.

La plus grande partie du village de Puichérie est sous l'eau.

A Limoux, on signale huit personnes noyées, plusieurs blessées. Il est question de quatre ou cinq ponts emportés ou endommagés sérieusement.

Il ne sera possible de se rendre un compte exact des pertes de toute nature que dans quelques jours.

Entre Béziers et Narbonne, la voie ferrée est emportée sur un kilomètre, près de Coursan, mais les communications sont assurées par le tramway Coursan-Narbonne.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Traité de commerce. — A la conférence consultative pour les traités de commerce ont pris part MM. Droz, Dencher, Hauser, Épli, Cramer-Frey et Hammer. M. Roth a été retenu par la cure que le médecin lui a interdit d'interrompre.

Monopoles. — Le Conseil fédéral a répondu à la Société pour la nationalisation de la propriété foncière, qui lui avait soumis une pétition créant un monopole fédéral pour l'emploi des forces motrices produites par les cours d'eau, que les autorités fédérales attendent la réponse des gouvernements cantonaux à la circulaire du 8 septembre, avant de prendre une décision.

Central. — Un comité de propagande en faveur de l'achat du Central a été organisé sous la présidence de M. Kunzli.

Le comité convoque pour le 29 octobre, à Olten, une assemblée de citoyens disposés à agir en faveur de l'acceptation de l'arrêté fédéral. La convocation est signée de MM. Kunzli, Berlinger, Keel et Stockmar, députés au Conseil national, et Blumer, député aux Etats.

Une exposition d'art ancien.

Zurich, 26 octobre.

Les vitraux que la Confédération a achetés à la vente Vincent, à Constance, sont exposés actuellement dans la grande salle de la Bourse ; à eux seuls ils forment déjà une fort belle collection, mais on leur a adjoint d'autres vitraux achetés précédemment, les superbes pièces vendues par la ville de Mellingen, entre autres, des vitraux appartenant à la Société des antiquaires suisses et ceux de quelques collections particulières.

Pour ce genre d'exhibition qui nécessite un éclairage très spécial, on a construit à l'intérieur de la vaste salle une charpente en bois, toute tendue d'étoffe verte sombre et simulant une église.

Le bas-côté de gauche, divisé en plusieurs chapelles, s'appuie aux grandes fenêtres du bâtiment : les vitraux y sont encastrés dans une paroi mobile. C'est le demi-jour d'une cathédrale, c'est-à-dire juste le degré de lumière voulu.

Le bas-côté de droite, qui prend jour par le haut, est aussi divisé en chapelles, mais on y a placé, au lieu de vitraux, des broderies de tous genres du XV^e, du XVI^e et du XVII^e siècles. On peut y faire un cours complet des « points » divers de ces époques ; les toiles sont brodées en blanc, en bleu, en rouge, avec toutes sortes de fil, de coton ou de lainages ; plusieurs sont armoriées et datées.

Le chœur de cette église en miniature est orné d'un très beau triptyque assez compliqué, avec figures en relief peintes et dorées ; il émerge d'un groupe de lauriers et de plantes au feuillage sombre. Deux autres chapelles, à droite, ont aussi des tableaux d'autel de la même époque ; ils appartiennent tous trois à la chapelle de St-Jacques, à Laachen, et viennent d'être

admirablement remis à neuf par M. Regel, professeur au Musée industriel de Zurich.

Les cinquante-quatre vitraux achetés à la vente Vincent appartiennent à des genres divers. Parmi les écussons, il y en a un très original portant l'armoire de Zoug, accolée de deux lions, un de face, l'autre de profil, peints par un artiste qui n'avait sûrement qu'une idée vague de cette sorte d'animal. Le vitrail porte la date de 1511.

Dans son intéressante étude publiée il y a deux ans sur la collection Vincent, M. Rahn avait signalé un double vitrail d'un travail et d'un éclat magnifique portant ces mots : « Die gemeine landvogty ; zw Froewenfeld 1517 », et représentant la crucifixion et un couronnement de la Vierge. Ces deux très grands vitraux portent, au-dessous de ces scènes pieuses, les écus de Zurich, Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald, Zug et Glaris. La Confédération a pu heureusement acheter ces œuvres magistrales, superbes de couleur et de dessin.

Le vitrail qui porte le n^o 57 est très curieux. Il représente Jésus enseignant dans le temple ; la scène est bien vivante, pleine d'animation. Mais ce qui donne à l'œuvre une valeur particulière, c'est le portrait de la donatrice, charmante abbesse agenouillée dans ses voiles, à côté de l'armoire de Cîteaux, écartelée des sienes, avec cette inscription : « Affra Schmid, Aptsin zu Feldbach. 1559. »

Le suivant représente Jésus et le Samaritain : au lieu des colonnes qui flanquent le plus souvent ce genre d'œuvre d'art, ce sont deux énormes candélabres qui les remplacent, donnant une idée exacte du luxe déployé dans ces temps pour ces ustensiles.

Six des vitraux exposés ici appartenaient autrefois au couvent de femmes de Danikon, dans le canton de Thurgovie. La plupart sont copiés de la *Petite Passion* d'Albert Durer et sont l'œuvre du peintre zurichois Nicolas Bluntschli. De ce nombre est un vitrail portant le nom de la ville de Zoug, avec son patron St-Oswald, tenant son corbeau, et un St-Michel pesant les âmes.

Onze autres vitraux sont de la main du Saint-Gallois Andreas Mohr. Un de ceux-ci représente un boucher tuant un bœuf, et la femme du boucher apportant une coupe : c'est sans doute un vitrail de corporation. Dans une autre partie de cette œuvre, on voit un paysan, avec des bœufs et des moutons qui paissent ; au bas, une longue liste de noms.

Voici un vitrail qui contient quinze petits médaillons avec le monogramme fameux de Christophe Merer, de Zurich. Ils représentent la passion de Christ dès son entrée à Jérusalem jusqu'à son apparition à Marie-Madeleine. De teintes dorées, presque décolorées, excepté dans les bleus et les jaunes, c'est peut-être avec la finesse d'une délicat miniature.

Un autre vitrail, très remarqué en 1883, à l'exposition suisse de Zurich, représente la réunion conventionnelle du personnel de la Chartreuse d'Utingen : *Acta capituli generalis ordinis cartusienensis*. Vrai tableau de genre avec indication des places marquées aux dossiers des sièges. Tous ces petits Chartreux de l'an 1588 ont l'air très vivants, malgré leur exiguïté.

Parmi les seize très beaux vitraux de la collection de M. Bodmer, l'un des plus remarquables est celui qui porte les armes de Henri, comte de Montfort, avec, à droite de l'écu, un ange, et à gauche le casque du comte. Dans la même collection on admire aussi un porte-bannière avec les armes de la bonne ville de Morat ; un jeune homme l'accompagne, chargé de trophées de chasse, de gibier, etc. Au loin, la ville de Morat, très reconnaissable.

Dans la collection de M. le professeur Rahn, je note un vitrail aux armoiries de Pierre de Vallier, 1534, vraiment superbe, et des tableaux de genre qui appartenaient autrefois à l'abbaye des Maréchaux de Zurich.

Je voudrais tout citer, mais de peur d'abuser de la patience des lecteurs de la *Gazette*, je clos cette nomenclature par le vitrail aux armes du comté de Toggenbourg, splendide pièce appartenant à M. Angst et datée de 1547. C'est sans doute l'œuvre de Karl d'Aegeri. Les armes de Toggenbourg sont un chien. Autrefois, et encore à la date du vitrail, on disait *Doggenburg*.

Lettre de Neuchâtel.

(De notre correspondant particulier.)

Neuchâtel, 28 octobre.

La réforme électorale.

Le Grand Conseil a clos sa session en adoptant en bloc la loi électorale qu'il avait adoptée la veille par articles. L'appel nominal a eu lieu aujourd'hui à une heure : il s'est trouvé 79 députés pour accepter la loi, 4 pour la rejeter. Quelques-uns s'étaient abstenus en s'absentant.

Les quatre rejetants ne sont point des têtes de colonne, tant s'en faut, et leurs noms n'ajouteraient aucun intérêt à ces lignes. En somme, et en dépit de quelques réserves faites par plusieurs députés radicaux qui acceptaient la loi sans enthousiasme, les deux partis étaient d'accord pour estimer que l'expérience doit être tentée ; que la question a été trop agitée, est devenue trop populaire, pour qu'il fût possible de la déclarer éternellement mal mûre.

Le referendum ne sera pas demandé : l'appui manquerait à un pétitionnement. Le peuple neuchâtelois entend parler depuis vingt ans de la représentation proportionnelle : il veut, en fin de compte, l'essayer, et il se gardera d'en manquer l'occasion.

Je dois signaler un point sur lequel le Grand Conseil est revenu aujourd'hui : c'est la disposition relative aux vacances qui se produiront après les élections générales. Je vous ai dit que M. Bonjour avait demandé et obtenu la suppression de l'alinéa qui attribuait le siège vacant au candidat ayant obtenu le plus de voix après les députés du parti en cause.

Plusieurs chauds partisans de la loi étaient affligés de la suppression de cette disposition, destinée à sauvegarder pendant le cours d'une législature la proportionnalité de la représentation.

Sur ce point aussi, l'entente s'est faite : on a admis que cet alinéa s'appliquerait au moins aux élections complémentaires nécessitées par la constitution des pouvoirs publics, qui suivent de très près les élections générales. C'est-à-dire que les députés dont on fera des conseillers d'Etat seront remplacés par les candidats de leur liste ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages. Cette attribution de siège vacant aura lieu dans un délai assez court pour qu'on ne puisse pas raisonnablement admettre que le corps électoral ait déjà changé d'avis.

Il a été échangé de très bonnes paroles, entre députés des divers partis, avant le vote définitif de la loi, et on a affirmé de part et d'autre

qu'on venait de mener à terme une œuvre de bonne foi, en ne s'inspirant que des intérêts du pays. Il ne reste qu'à souhaiter que l'œuvre soit définitive, c'est-à-dire qu'elle reçoive la consécration de l'expérience, et que la pratique de la loi mette à néant les dernières préventions qui existent contre elle.

Notre peuple est intelligent, dit-on. Il faudrait qu'il le fût moins qu'on ne le dit pour ne pas comprendre un mécanisme fort simple, puisqu'il est très juste, et qui d'ailleurs ne modifie en rien la façon actuelle de procéder à l'élection. La réforme électorale telle que nous l'avons dès aujourd'hui n'est qu'une question de dépouillement et d'attribution de suffrages suivant une arithmétique sans mystères. Quand nos élections générales du mois de mai auront eu lieu, chacun se rendra à l'évidence et dira : « Nous aurions dû depuis longtemps admettre un système qui rend à chacun ce qui lui est dû. »

La Chaux-de-Fonds, 28 octobre.

Sonnez, clairons ! La représentation proportionnelle est née. Elle vit, elle a pris corps. Le télégraphe vient de nous en apporter la nouvelle.

Par 79 voix contre 4, c'est-à-dire à la presque unanimité, le Grand Conseil a voté aujourd'hui le projet de réforme électorale de sa commission avec l'obligation du vote proposée par le Conseil d'Etat. Et si le referendum n'est pas demandé (il est probable qu'il ne le sera pas) l'affaire est faite, le progrès est acquis. Et si le referendum est demandé, il le sera bien davantage encore, car le peuple le désire et le droit au besoin.

C'est aussi, pour la Suisse, un des gros événements de l'année, comme le vote du tarif des péages et le monopole des billets de banque.

Le principe de la majorité absolue a fait place, dans l'assemblée législative d'un des cantons radicaux de la Suisse à celui de la représentation proportionnelle ; le principe de la force à celui du droit, l'omnipotence du nombre à celui du respect des individus. Cela est du plus haut intérêt, bien que la loi votée ne soit ni la perfection absolue, ni tout ce qu'elle aurait pu être. Il faut féliciter ceux de nos députés radicaux et grutlens qui ont poussé à nos dotes de ce bienfait. Tous ont droit à la reconnaissance du pays. Et le pays la leur prouvera.

Hier déjà, le vote du Grand Conseil sur le principe était acquis. Restait à attendre le vote d'ensemble sur la loi. C'est fait, et dans des conditions qui montrent à quel point l'idée elle-même a fait de chemin.

Vous savez déjà que l'ensemble de la réforme électorale nous dote en outre de quelques progrès accessoires qui ont tous leur valeur, entre autres la carte civique et le vote à domicile des malades. Quant à l'obligation du vote, qui a été combattue par les libéraux et par M. Fréd. Soguel, une dépêche vous a dit hier qu'elle n'a pas de sanction pénale. C'est en fait comme si elle n'existait pas, et le vote reste un droit en même temps qu'il reste aussi un devoir moral, très positif et très certain. Tout au plus cette obligation légale aura-t-elle pour effet d'éliminer de notre loi sur les communes une disposition de l'ancienne loi sur les élections cantonales qui prive de leur droit de vote les citoyens arriérés dans le paiement de leurs impôts, privation qui du reste n'existe plus au cantonal.

Mais tous ces points sont secondaires à côté de celui de la représentation proportionnelle des partis, des grands partis tout au moins, qui est acquis. Il y a bien la clause insérée dans la loi par M. Cornaz, adversaire de la représentation des minorités, ensuite de laquelle la loi n'est adoptée que pour trois ans, qui a l'air de lui donner un caractère provisoire. Mais je ne crois pas à ce danger. Et si, dans trois ans, le Grand Conseil revenait de son vote d'aujourd'hui, c'est le peuple qui consacrerait à jamais ce grand progrès.

NOUVELLES DES CANTONS

BERNE. — Le programme de révision constitutionnelle élaboré par M. le conseiller d'Etat Egli prévoit en particulier : l'égalité entre le Jura et l'ancien canton en matière d'impôt et d'assistance publique, le devoir de l'assistance publique également réparti entre l'Etat et les communes, la séparation de l'administration de l'Eglise catholique romaine de celle de l'Eglise des vieux-catholiques, le droit d'initiative et la révision partielle de la constitution par voie législative.

— Les gouvernements de St-Gall et du Tessin ont voté chacun une somme de 1000 fr. en faveur des incendiés de Meiringen.

Le gouvernement a envoyé à Meiringen les pionniers du 10^e régiment d'infanterie pour les travaux de déblaiement les plus urgents. Le 1^{er} lieutenant d'administration von Guntien est installé à Meiringen avec un détachement, chargé de mettre en train les fours de campagne et d'instruire les boulangers du village dans la manière de s'en servir.

Le gouvernement étudie un plan rationnel de reconstruction.

— L'Eglise protestante de St-Imier a reçu en don un certain nombre de vitraux anciens de la collection Schwab à Bienne, portant les écus d'anciennes familles de l'Ergeul et des évêques de Lausanne et de Bâle.

FRIBOURG. — Le *Messenger* signale, comme curieuse, un petit pommier actuellement encore en pleine floraison dans un jardin de la rue des Alpes, à Fribourg. Les journaux jurassiens font mention d'une superbe morille cueillie dans le village des Bois. A Porrentruy, on peut voir aussi deux pommiers nains en fleurs.

Actuellement, on peut voir à Gruyères un cerisier en fleurs, et à Broc, dans un jardin, de grosses fraises parfaitement mûres. Un abonné du *Liberté* envoie de Marly à ce journal un superbe bouquet de belles fraises.

SOLEURE. — M. Eberhard, aubergiste à Schnottwyl et son domestique Burki, poursuivant, dans la nuit de samedi à dimanche, une bande de jeunes voleurs en train de voler un fût de vin nouveau que l'aubergiste avait amené dans la journée et logé pro-

visoirement dans sa grange, ont reçu chacun, de l'un de ces garnements, nommé Wegmann, un coup de couteau dans le bas-ventre. Burki est mort; Eberhard est grièvement blessé. Wegmann et ses complices sont sous les verroux.

VALAIS. — On nous écrit: « La semaine dernière, deux individus de Chalais, district de Sierre, qui avaient trouvé le moyen de fabriquer des pièces de 5 francs, ont été arrêtés d'une manière assez curieuse.

« Ils se rendaient, pour faire réparer leur moule, chez le maréchal de Granges, sans plus se soucier de la discrétion de l'artisan ni du péril qu'ils pouvaient courir. Le forgeron n'eut rien de plus pressé que de signaler ces audacieux coquins à la police. Le même jour les deux compères étaient arrêtés. Ils sont maintenant écroués à Sion.

« Un triste accident, survenu samedi soir, a jeté la désolation dans une brave famille de Chermignon, commune de Lens. Un jeune homme avait dressé un traquenard dans un champ voisin de l'habitation de M. Duc, son frère; ce piège, bien dissimulé sous une faible couche de terre, renfermait une cartouche chargée de grenaille; il suffisait de marcher légèrement sur un fil pour que la détente se produisît et que le coup partît; ce traquenard était destiné aux renards, qui sont, paraît-il, assez nombreux à Chermignon.

« La jeune femme de Duc qui traversait le champ passa droit sur le traquenard et reçut toute la décharge de grenaille dans les jambes. Elle est morte après douze heures d'horribles souffrances. La malheureuse femme allait prochainement être mère.

« L'auteur de cet homicide involontaire, beau-frère de la victime, a fui pour l'Amérique.

VALAIS. — Le bataillon de carabiniers n° 2 de landwehr, composé des quatre compagnies des cantons de Fribourg, Neuchâtel, Genève et Valais, fait actuellement son cours de répétition à St-Maurice, sous les ordres de M. le major Bourquin.

CANTON DE VAUD

AYEVES. — Lundi matin, une grange contenant une assez grande quantité de foin, de paille et de tabac a été complètement incendiée à Ayevès, rue de la Tour. Le feu s'est propagé avec une telle rapidité que les pompiers ont dû se borner à protéger les bâtiments voisins. Un coup de vent aurait suffi pour amener un désastre, tout le quartier étant composé de granges et d'écuries.

— On montre, ces jours-ci, au café de la Charrière, à Ayevès, une feuille de tabac du Japon, cultivée dans la localité, mesurant 170 de longueur sur 80 centimètres de largeur; c'est quatre fois la dimension des plus belles feuilles de tabac du pays.

PAYERNE. — On signale à Payerne une grève d'ouvriers cigariers originaires de l'Allemagne du Nord. Au nombre d'une trentaine, ils ont quitté samedi leur fabrique et s'en retournent chez eux. Le *Démocrate* leur souhaite bon voyage. « Espérons pour ces braves gens, dit-il, qu'ils retrouveront dans leur patrie d'outre-Rhin toutes les libertés, l'occupation et les salaires élevés qu'ils disent n'avoir pu trouver chez nous. »

LAUSANNE

Election pastorale. — Une réunion publique d'électeurs, membres de l'Eglise nationale, est convoquée pour demain vendredi, à 8 heures du soir, dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville, afin de s'occuper de l'élection pastorale de dimanche.

Université. — L'Université a conféré le diplôme de licencié en théologie à MM. Emile Béranger, de Lausanne; Gabriel Guignard, de Vaulion; Henri Moreillon, de Vevey; Léon Pélissier, de Baulmes; — le diplôme de licencié en sciences physiques et naturelles à M. Paul Jaccard, de Sie-Croix.

Conférence. — La seconde conférence de M. André a lieu aujourd'hui, à 5 heures, au Musée insinuel. M. André parlera des *Nouveaux mémoires des autres*, de M. Jules Simon, et de *La Civilisation et la croyance*, de M. Charles Secrétan.

Incendies de Meiringen. — Le syndicat des patrons boulangers de Lausanne envoie aujourd'hui, par train direct, quelques quintaux de pain aux incendiés de Meiringen.

Le temps qu'il fait. — C'est décidément l'hiver. La température maximum, qui était mardi de 19 degrés, est tombée hier à 8 degrés; pendant la nuit, le thermomètre est descendu à 1,2 degré. Ce matin, à 8 heures, il ne marquait que 3 degrés sur la place de St-François.

Théâtre. — La jolie comédie de M. Dreyfus, *Le Klenk*, qui sera jouée ce soir, est une nouveauté pour Lausanne. C'est un des succès récents de la Comédie-Française. Elle est charmante et M. Scheler la joue fort bien; on aura, nous en sommes certains, grand plaisir à l'entendre. *Les Domestiques*, vade-

ville en trois actes de Grangé et Deslandes, sont plus connus. Ils remontent à quelque vingt ans. Les Lausannois amateurs de théâtre se souviennent sans doute de la verve étourdissante qu'y déployait Mme Vasslin dans le personnage de Julie. On l'a jouée souvent depuis, mais les choses drôles sont toujours bonnes à revoir. Espérons donc que pour sa troisième représentation de comédie M. Scheler aura du monde.

Faisant droit aux plaintes réitérées des spectateurs de l'orchestre, le comité du théâtre vient d'inviter les dames à déposer leur chapeaux au vestiaire avant de prendre place dans leurs fauteuils. La mesure s'applique non aux petites capotes à la mode, mais aux grands chapeaux à bords relevés.

VARIÉTÉS

La liberté des Schwizois.

Les origines et les libertés des Schwizois, ou l'on vient de célébrer le jubilé de la Confédération suisse, sont encore contestées à l'heure qu'il est.

Le nom même, qui signifie le séjour de Suis, Suito, Svent (défricheur), est un sujet de discussion. Les uns l'attribuent à la langue des *Alamanni* qui colonisèrent les parties inférieures et subalpines de la Suisse. D'autres lui donnent une origine suédoise comme au nom de Villshourg d'après un chef scandinave nommé Vivilo et dont on trouve les traces dans la Lodbrog-Saga et la Norma-Gesta-Saga. L'on cite encore à l'appui de cette origine les mots suédois: dale (pin), byge (moule), gaun (garder), gall (vache qui ne donne point de lait), qui sont encore en usage dans le dialecte suisse, les enclos des pâturages usés en Suède et les blockhaus de ce pays et que l'on retrouve dans les chalets de nos alpes avec leur foyer fait de grosses pierres, avec leurs lits gigantesques faits pour des hommes de grande taille, et même dans la race blonde aux yeux bleus, et enfin dans les institutions libres, municipales et politiques que feu M. Galliéa a signalées.

Quoi qu'il en soit, Schwiz n'est mentionné pour la première fois qu'en 970 dans les donations de quelques cours faites par Luito de Toggenbourg, comte du Zurichgau en 960, et Ulric comte de Lenzbourg au couvent des Ermites, mais sans juridiction.

C'est encore le cas pour les donations confirmées en 972 par Otton I au même couvent, ainsi que par Henri II en 1014 et en 1018. Conrad II y ajouta en 1027 des alpes non défrichées et appartenant par là au domaine royal.

En 1036, le comte Ulric IV de Lenzbourg légua à l'abbaye de Bémünster, fondation de sa maison, ses possessions à Art et Kossnach, mais non pas Schwiz.

Henri III confirma en 1040 et 1045 à l'abbaye d'Einsiedeln les possessions qu'elle avait à Schwiz, de même que Henri V en 1114 contre les envahissements des comtes Arnolphe et Rodolphe de Lenzbourg. De même Conrad III protège en 1143 Einsiedeln contre les Schwizois soutenus par les comtes de Lenzbourg qui paraissent ici comme leurs protecteurs ou patrons, mais non pas comme comtes héréditaires.

Après leur extinction, Frédéric I accorda le comté de Lenzbourg à son fils Otton; le comté du Zurichgau que le dernier de cette maison n'avait eu en 1168 que comme délégué ou employé de l'empire, ne put pas passer à Albert de Habsbourg, comme le dit le chroniqueur Otton de St-Blaise, mais d'après les recherches de M. Fr. de Wyss, seulement la partie occidentale de ce comté qui s'étendait de la Reuss au lac de Zurich; la partie orientale qui comprenait aussi Schwiz et Uri fut réservée aux ducs de Zehringen, patrons de l'abbaye et ville de Zurich, et leur resta jusqu'à leur extinction en 1218.

Que si avant cette date, déjà en 1217, les comtes de Habsbourg prétendaient être patrons héréditaires de Schwiz dans un document allemand de l'abbaye d'Einsiedeln que la rédaction latine chez Tschoudi rapporte à Rodolphe de Rapperswil, ce même document dont il ne se soit jamais prévalu pour affirmer leur droit de comté sur Schwiz, prouve suffisamment qu'ils ne le possédaient pas puisqu'il ne qualifie Rodolphe de Habsbourg l'ancien pas comme comte, mais seulement comme patron ainsi que l'avaient été les comtes de Lenzbourg.

Ce n'est qu'après l'extinction des ducs de Zehringen auxquels appartenait le comté de Zurich que Frédéric II a pu l'accorder aux comtes de Habsbourg; mais aucun document ne prouve qu'il l'ait fait. Au contraire, la charte de liberté donnée aux Uriens par le roi Henri en 1231 dit que leur pays, qui faisait partie du Zurichgau, n'avait été accordé à ces comtes qu'à titre de gage et non de comté héréditaire. D'ailleurs les comtes de Kybourg, qui en occupaient une grande partie, ne s'éteignent qu'en 1264.

Quant aux Schwizois ils obtinrent en 1240 de Frédéric II lui-même une charte semblable à celle d'Uri comme appartenant directement à l'empire et libres de toute sujétion à un seigneur quelconque.

Les comtes de Habsbourg prétendent que cette charte n'était pas valable puisque l'empereur était banni par le pape; mais ils s'étaient rattachés alors eux-mêmes à l'empereur, de sorte que l'on a pu avancer que Frédéric n'avait émis cette charte que pour les y pousser et que, ce but étant obtenu, la charte n'avait plus de raison d'être. Le pape appuya en 1247

les prétentions des Habsbourg qui n'étaient pas plus fondées en droit que celles que Léopold éleva auprès de Henri VII comme seigneur de Schwiz et qui ne furent jamais confirmées par la commission à laquelle l'empereur remit l'examen.

Les Schwizois se ligèrent en 1251, contre l'arrêt du pape, avec leurs voisins d'Uri et de Sarnen et même avec les Bernois, et, d'après un document découvert dernièrement au Vatican, avec ceux de Zurich. Cette ligue fut l'avant-coureur de la « ligue éternelle », qui invoque une ligue antérieure.

Vers 1252, Hartmann de Vrobourg céda aux comtes de Habsbourg les gens de la cour dite de Vrobourg située à Schwiz, en les déliait de leur serment, ce qui prouve que jusqu'alors ils n'avaient pas été sujets de la maison de Habsbourg.

De même Eberhard de Kibourg céda à Rodolphe de Habsbourg en 1273 une autre cour dite de Kibourg rapportant avec la première 28 mares et qui également n'était qu'une propriété privée sans juridiction ni droit seigneurial; car en 1272 on trouve à Schwiz un indigène du nom de Rodolphe de Stauffach comme landmann.

En 1278 et en 1281 le roi engagea les revenus de ces deux cours à l'autre ligue de la maison de Habsbourg ainsi que les 60 mares que les Schwizois, comme hommes libres soumis à l'empire seul, devaient au roi. Le 19 février 1291, le roi Rodolphe, comme tel, non comme seigneur habsbourgeois, déclara que les hommes libres de Schwiz ne devaient pas être soumis à un juge de condition servile, mais être jugés par lui ou par ses fils ou par le juge impérial du Zurichgau; ces fils ne sont mentionnés que comme remplaçant du roi et non comme seigneurs de Habsbourg.

Aussi l'inventaire des possessions de cette maison que Burkhard de Frick dressa en 1308 ne nomme Schwiz que pour quelques petits revenus, ce que Kopp, l'apologiste des Habsbourg contre les Suisses, explique par la raison que les Habsbourg n'y étaient plus admis, tandis qu'il aurait dû prouver qu'ils y avaient jamais exercé une autorité seigneuriale. Le roi Albert nomma juge du Zurichgau en 1302 le baron de Bonstetten et en 1305 son cousin Rodolphe de Rapperswil, landgrave du Zurichgau, ce qui prouve qu'il ne l'était pas lui-même. En 1310 le roi Henri reconnut que des hommes de la vallée de Schwiz s'étaient rachetés d'Eberhard de Kibourg-Habsbourg, auquel le roi Rodolphe avait cédé les revenus qu'il avait à Schwiz et qu'ils étaient dès lors libres comme les autres hommes de la vallée. Enfin les Schwizois gravèrent à Morgarten en 1315 avec leurs hallebardes les lettres de leur affranchissement sur le dos des chevaliers du duc Léopold. Celui-ci éleva pourtant encore, en 1324, avec son frère Frédéric auprès du roi de France, la prétention de seigneurie de Schwiz, prétention qui fut rejetée par le roi d'Allemagne, Louis de Bavière, seul compétent comme l'avait été l'empereur Frédéric II.

E. de MURALT.

BULLETIN VINICOLE

— La récolte des vignes de la commune de Morges n'a pas été brillante comparativement à l'année dernière. En 1890, on l'avait évaluée à 75,000 litres; elle avait été en réalité la suivante: Vin blanc, 90,760 litres, vin rouge, 25,000 litres; total, 115,760 litres.

Cette année, la récolte, estimée à 45,000 litres, vendue à 56 1/2 cent le litre, a donné le rendement suivant: Vin blanc, 46,414 litres; vin rouge, 12,066 litres; total, 58,480 litres.

— Le vendredi 28 octobre 1891, il y a donc 77 ans, un propriétaire de vignes, M. Veillon, écrivait dans ses notes:

« On fait une très petite récolte cette année; dans douze poses de vignes, à Yverne, on n'a vendangé que douze brantées. »

Lui-même avait récolté dans ses vignes une brantée et demi de blanc et deux de rouge sur 50 ouvriers.

— La récolte en vin blanc de l'ancienne propriété de Mme de La Chaume, à Prangins, a été vendue 55 centimes le litre, prix sous le pressoir.

— Dans le Vully, la récolte de cette année a été meilleure qu'on osait l'espérer, sous le rapport de la quantité et de la qualité. On signale plusieurs ventes: à Mur, une vente de plants du Rhin, à 70 cent le litre de mot; à Motier, une vente à 54 cent; d'autres à 43 fr. 50 la gerle, à 54 cent le litre, à 43 fr. la gerle. Néanmoins, les propriétaires de vignes en sont pour leurs frais de culture.

— A Antagny sur Olon, où croît un excellent vin rouge, de mémoire d'homme il n'y a eu d'année où la vendange ait été aussi chétive qu'en 1891. C'est par fractions de 4 ou 5 litres que les acheteurs de vendange pouvaient en trouver. Bien peu de pressoirs ont été en activité. Les vigneronnes les plus favorisées ont récolté une brantée de raisins par fossorier.

— Dans le canton de Genève, la vente des vins blancs a continué à s'effectuer pour les récoltes logées et un peu importantes aux prix de 50 à 52 cent le litre; puis les affaires sont retombées dans un calme relatif et quelques récoltes non vendues ne pourront l'être qu'au moment du remplissage (15 novembre) ou au transvasage prochain. Prix fixes: Marsaz, 54 cent; Grand-Saconnex, 50 cent; Bossey, 53 et 54 cent; Crépy, 53 cent sous le pressoir.

On signale au *Journal d'Agriculture* des ventes de cidre de 18 à 20 fr. l'hectolitre.

La grêle en 1890.

En 1890, la grêle a causé dans cent douze communes vaudoises des dégâts évalués à 3,904,634 fr., dont 3,440,689 fr. au vignoble et 461,945 fr. aux autres cultures. Pour le district de Lavaux seulement, le total est de 1,767,037 fr.

Dans le district de Grandson, les dégâts causés par la grêle en 1890 ont été évalués à 604,985 fr., dont 436,200 fr. au vignoble; dans celui de Nyon à 502,928 fr. (vignoble 439,568 fr.); Yverdon, 374,200 francs (vignoble 254,700 fr.); Rolle, 322,000 fr. (vignoble 303,000 fr.); Lausanne, 83,500 fr. (vignoble 70,700 fr.); Aubonne, 58,384 fr.; Vevey, 57,000 fr.; Orbe, 50,000 fr. (vignoble 39,500 fr.); Morges, 29,700 fr. (vignoble 27,000 fr.); Avenches, 22,600 fr. (vignoble 21,600 fr.); Aigle, 16,700 fr. (vignoble 14,200 fr.); Oron, 6500 fr.; Payerne, 3600 fr. (vignoble 200 fr.); Cossonay, 1000 fr. (vignoble 600 fr.); Moudon, 2000 fr.; Pays-d'Enhaut, 500 fr.; La Vallée et Echallens, rien.

Les districts où le vignoble a été plus fortement atteint par la grêle est celui de Nyon, où sur 788 hectares, on a recueilli que 18,888 hectolitres de vin, soit en moyenne 24 hectolitres par hectare; celui de Lavaux, où 769 hectares n'ont produit que 22,389 hectolitres, soit 29,1 hectolitres à l'hectare, et celui de Grandson: 300 hectares, 8825 hectolitres, soit 29,4 hectolitres par hectare.

LES LIVRES

LA VOCATION DE SAMUEL. Nouvelle neuchâteloise par Adolphe Ribaux, avec illustrations de l'auteur. Lausanne, Mignot, éditeur, 1891.

C'est encore à Bevaix que M. Ribaux transporte ses lecteurs, mais nul ne s'en plaindra, car s'il se plaît à peindre son village natal de tous les côtés et par tous les temps, ses tableaux ne se nuisent pas les uns aux autres. Ils sont toujours pleins de charme et de poésie.

La vocation de Samuel n'est point, comme on pourrait le croire, de celles qui l'enlèveraient à ses champs, à ses vignes, au domaine hérité de son père et feraient de lui un savant, un artiste, un homme de lettres. Non, l'ambition de sortir de sa sphère, de s'élever au-dessus du milieu qui l'a vu naître, lui fait défaut, mais sa mère en est dévorée pour lui.

Mme Zélie, une méchante femme, qui a toujours le beau temps pour ses lessives, veut que son fils devienne un monsieur, un avocat et qu'il épouse une demoiselle qui sache peindre et jouer du piano.

Comment Samuel suit les cours de l'académie de Neuchâtel et porte une casquette d'étudiant, en ne songant qu'à Bevaix et à une petite paysanne aux yeux noirs, et comment il finit par obtenir de sa mère la permission de revenir à ses terres et d'épouser celle qu'il aime, c'est ce que je ne vous dirai pas, de crainte de vous dispenser de lire un livre qui mérite de l'être.

Tant de romans ne servent qu'à persuader nos jeunes campagnards d'aller chercher fortune et bonheur loin de leurs villages, que celui de M. Ribaux est une bonne action. A ce titre, encore plus que pour ses mérites littéraires, la *Vocation de Samuel* devrait figurer sur les rayons de toutes nos bibliothèques populaires.

FEUILLES AU VENT. Poésies détachées illustrées. Genève, E. Beroud et Jeheber, éditeurs, 1891.

Certes, l'auteur des dix poésies réunies sous ce titre dans une élégante enveloppe, ne cherche pas à faire parler de lui... ou d'elle. Pour ne pas signer d'aussi jolies choses, il faut être doué d'une modestie excessive, ou se soucier bien peu de l'opinion d'autrui.

L'inspiration élevée, la forme irréprochable rappellent, à tous ceux qui l'ont lu, un délicieux poème: *L'écile*, paru, également sans nom d'auteur, chez le même éditeur. Pourquoi donc le poète, qui sait chanter d'une voix si pure et si vibrante, met-il tant de soin à se dérober aux suffrages du public?

Ces dix poésies, accompagnées de dessins à la plume, sont imprimées sur des cartes volantes, dont le format permet de joindre très facilement à une lettre l'une ou l'autre d'entre elles. Nombreux sont ceux qui rejoindraient une de ces paroles d'encouragement, ou de consolation, et à combien de mécontents, par exemple, ne pourrait-on pas adresser la carte intitulée: *Heures de soleil*?

Il est tout dégradé, ce vieux cadran solaire! Effacé par le temps, il dort d'un bon sommeil, Mais on déchiffre encore ces mots gravés sur pierre: Je marque seulement les heures de soleil.

Vieux tu nous enseignes, ô vieux cadran solaire, A laisser de côté les moments ténébreux, Mais nous nous souvenons de ces jours de lumière Où nos cœurs ont battu, dilatés et joyeux...

Nous comptons les mauvais, ô vieux cadran solaire, L'orage disparu, nous nous en souvenons, Tandis que nous avons la mémoire légère Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Pour le rayon doré qui vint baigner nos fronts!

Le Foyer domestique Journal pour la famille, paraissant tous les samedis. — Un an: 6 fr. Six mois: 3 fr. — Attinger frères, éditeurs, Neuchâtel.

Sommaire du n° 43: Le tact. — Petits poèmes des mois. — Le poème du travail (suite). — Les simples. — Héros ignorés (suite). — Les pressentiments. — Les fleurs du Japon. — Un procédé pour reconnaître la présence du vin de sucre dans les vins blancs. — Graphologie. — Recette de cuisine. — Enigme. — Solutions du n° 41. — Couverture: La chanson des mois (poésie). — Annonces.

DÉPÊCHES

New-York, 29 octobre. — D'après des avis de Santiago, le Chili a répondu en termes énergiques à la demande des Etats-Unis concernant l'incident de Valparaiso. On assure que la réponse équivaut à un refus d'accepter la responsabilité des faits qui se sont produits. M. Egan, ministre des Etats-Unis au Chili, se concerta avec le commandant du *Baltimore* et le consul américain en vue d'une action décisive prochaine. Le gouverneur de Valparaiso refuse de garantir la sécurité des officiers et des marins américains venant à terre; cela équivaudrait à une interdiction de débarquer.

Rome, 29 octobre. — D'après une dépêche officielle de Massauah, le procès contre Cagnassi et Livraghi a commencé hier devant le tribunal militaire. Il y a 93 témoins. La lecture de l'acte d'accusation a produit une impression favorable pour les accusés (?). Les débats continuent avec calme.

Milan, 29 octobre. — La plupart des rivières du nord de l'Italie ont débordé. Le chemin de fer est coupé près de Mantoue. Aucun accident grave jusqu'à présent.

Cork, 29 octobre. — Le député nationaliste et anti-parnelliste Dillon a été attaqué dans la soirée par la populace et poursuivi à coups de pierre.

Brest, 29 octobre. — A l'occasion de la présence de navires russes, une retraite aux flambeaux a eu lieu hier dans la soirée. Toute la ville était illuminée. La Russie a été acclamée.

Le Mans, 28 octobre. — Cette nuit, à onze heures, un train de voyageurs, arrivant de Caen, était en gare depuis trois minutes lorsqu'il fut tamponné par un train de marchandises arrivant de Rennes. Tous les voyageurs étaient descendus. Mais, dans le fourgon, l'employé Richard déchargeait les bagages. Le fourgon fut broyé et l'employé grièvement blessé. Un wagon de troisième classe fut renversé et un wagon de première déraila. Le train de Rennes a eu sa machine abîmée. Deux wagons du train de marchandises entrèrent l'un dans l'autre.

Ed. FEHR, éditeur.

ETAT-CIVIL DE LAUSANNE

MARIAGES AFFICHÉS DANS LA SEMAINE

Julius-Léonard Neuner et Amélie-Pauline-Elise Burand. — William-Jacques Nordhoff et Antoinette-Angusta Bartré. — Pierre-Joseph-Paul Taron et Emma-Louise Dubrez, née Girardet. — Jules-Marc-Henri Cordey et Jeanne-Marie Gandillon. — Joseph-Ferdinand-François Colino et Sophie-Caroline Morrigia. — Albert Stahel et Rosina Pfarrer. — Constant Pochon et Jenny-Marie Hofer. — Joseph-Emile Meyer et Hélène-Henriette Grossenbacher. — Henri Badoix et Hélène-Anaïs.

NAISSANCES INSCRITES DANS LA SEMAINE

Le 17 octobre, Louise-Caroline Ponci, Tessinoise. — Le 18, Isabelle-Marguerite Genzler, de Constantine. — Alfred Imboden, Bernois. — Blanche-Lilly Gailard, de Perroy et Bougy-Villars. — Charles-Emile Beld, du Mont sur Lausanne. — Le 19, Fernand-Robert-Paul Zulauf, de Châtenod-d'Ex. — Charles-Emile Capit, du Chenit. — Le 20, Elise Vuillerat, de Tolochenaz et Denens. — Le 21, Augustine-Emma Dénieraz, de Chardonne. — Le 22, Cécile-Marguerite-Henriette Chave, de Lausanne. — Le 23, Louisa Vuillerat, de Tolochenaz et Denens. — Marguerite-Lina Girardet, de Suchy. — Le 24, Elise-Marguerite Pahud, d'Ogens et Biolley-Magnoux. — Adolphe-Jean Hunziker, Argovien.

DÉCÈS. — OCTOBRE.

Le 10, Robert Desraz, d'Essertens, télégraphiste, 29 ans. — Charles-Rodolphe-Emanuel Réal, de Lausanne, ancien passager, 55 ans, place du Tunnel. — Le 11, Eugénie, fille de David-Louis Grobet, de Montcherand, 14 1/2 ans. — Jean-Louis Joyet, de Cheseaux, agriculteur, 62 ans. — Le 13, Job-Joseph-Jean, fils de Job Toletti, Tessinois, tailleur, 8 mois, rue du Jura. — Louise-Marianne Milquet, de Pully, 67 ans, Martharier. — Frédéric Luthi, Bernois, forgeron, 65 ans, rue des Eaux. — Jean-Henri-Daniel Chave, de Lausanne, agriculteur, 52 ans, Chaillay. — Le 14, Louis Couvreur, Neuchâtelois, typographe, 45 ans, Escaliers-du-Marché. — Paul, fils d'Eugène Pahud, d'Ogens, valet de chambre, 5 semaines, l'Hermitage. — Le 15, Pierre-André de Vallière, de Moudon, 19 ans, Chemin Vinet.

Pour cause de changement d'affaires considérable nous sommes obligés de mettre en liquidation toutes nos affaires, tant pour dames que pour messieurs.

Les prix des étoffes de dernière nouve

THÉÂTRE DE LAUSANNE
Direction Alphonse SCHELER
Bureau à 7 h. 1/2. Rideau à 8 h.
Carte d'abonnement n° 5.
Jedi 29 octobre 1891
L'un des grands succès du
Théâtre des Variétés :

LES DOMESTIQUES
Comédie en 3 actes,
mélée de chants,
par E. Grange et R. Deslandes.

Le spectacle commencera
par le grand succès actuel de la
Comédie-Française :

LE KLEPTE
Comédie en 1 acte
par Abram Dreyfus.

Une partie de la recette
sera affectée aux
Incendies de Meiringen.

Dimanche 1^{er} novembre
LA GRANDE MARNIÈRE
Drame en 8 tableaux, de
Georges Ohnet.

AVIS
Professeur de chant.
Mlle M. de RIBACOURT

[5762] élève de Mme P. Viardot-
Garcia, fait savoir qu'elle restera
dans son habitation Boulevard
de Grancy n° 2 au 2^e étage,
et qu'elle renonce à remettre son
appartement qu'elle habitera
jusqu'à la fin de son bail.
S'adresser pour les leçons de
chant Boulevard de Grancy 2.

L'ESTAPETTE
est en vente
A LAUSANNE

Kiosque de St-François.
Kiosque de la Palud.
Kiosque de la Riponne.
Bibliothèque de la Gare.
M. Bassin, mag. de ta-
bac, Grand-Pont.
Mme Ammann, mag. li-
téraire, r. Haldimand.
M. Krieg, papeterie, place
Pépinet.

A AIGLE
Librairie Delacoe.

A BEX
Ch. Buffat fils.

A ECHALLENS
Librairie F. Despont.

A MORGES
M. Staub-Kuhn.

A NOUDON
Librairie Benoit.

A NYON
M. Goussier, papeterie.

A PAYERNE
F. Gachet-Grivaz.

A VEVEY
M. Holl-Broyon, rue de
Lausanne.

M. Lertscher & fils,
rue du Lac, 219
Librairie Jacot-Guillarmod.

A YVERDON
Librairie Grandchamp.

Le numéro 5 centimes.

HUITRES
fines d'Arcachon, exp. du parc,
400 pel., 72 moy. ou 48 gr., f. de
port, c^{te} mandat, 3 fr. 50, à Ch.
DESPUJOLS, à Arcachon (Gironde), France.
n8499x-5772

PÉPINIÈRES
de Pont-Chailly, sur Lausanne.

Arbres fruitiers de toutes
formes et grandeurs, pour ver-
gers et jardins.
Spécialité de poiriers et
pommiers à cidre. Marchand-
dise de tout 1^{er} choix (pas de re-
buts). Variétés garanties. Prix très
modérés. Sur demande, envoi du
catalogue. Prix-courant. 5774
H. HENNINGER.

MÉDAILLE D'OR
l'Exposition Universelle, Anvers 1885

CHOCOLAT

de Pont-Chailly, sur Lausanne.
Arbres fruitiers de toutes
formes et grandeurs, pour ver-
gers et jardins.
Spécialité de poiriers et
pommiers à cidre. Marchand-
dise de tout 1^{er} choix (pas de re-
buts). Variétés garanties. Prix très
modérés. Sur demande, envoi du
catalogue. Prix-courant. 5774
H. HENNINGER.

MÉDAILLE D'OR
l'Exposition Universelle, Anvers 1885

CHOCOLAT



SUCHARD
NEUCHÂTEL, Suisse.
MÉDAILLE D'OR
Exposition Universelle
Paris 1889.

Excellent vin d'Algérie
CLOS VOUGA
n8619x-6216

à Francs 60 l'hectolitre
J. Bouvier

20, rue Général-Dufour, GENÈVE
Echantillons sur demande.

LE MAGASIN DE PORCELAINES ET CRISTAUX
16, RUE DE BOURG 16,
est transféré au bas du Grand St-Jean n° 39
(MAISON DE BONS)

5764. Ensuite du déménagement, plusieurs articles
variés ou dépareillés sont à liquider.

NOUVELLE COLLECTION
de
25 CHŒURS d'HOMMES
populaires et artistiques
par
HENRI GIROUD
Chaque chœur séparé 30 cts. — par 20 exempl. 25 cts.
La collection complète
forme un beau volume relié de 150 pages gr. format
contenant, pour chaque chœur, une notice don-
nant toutes les indications relatives à l'écrit et
à l'exécution : mouvements, nuances, style, inter-
prétation, effets divers,
plus une préface sur le chant choral.
Prix : frs. 3.50.
Adressez les demandes à l'auteur,
à St OROIX (Vaud).
Catalogue et spécimens gratuits sur demande.
La présente collection ne sera pas réimprimée.

G. WEBER, successeur de J. SAMBUC
Convaloup. — Lausanne.

Fabrique de calorifères inextinguibles garnis
dits « **Universels** »

Reconnus comme le système le plus hygiénique et économique, s'appli-
quant à tous les complexes.

Calorifères système viennois et « Poëles hygiéniques »
à eau chaude (brevetés).

Fourneaux-potagers de toutes grandeurs et
pour tous combustibles.
Poëles au bois, en tôle polie garnie.

Prospectus, prix-courants et références à disposition. 5125

Journal suisse des Boulangers & Confiseurs
Organe officiel obligatoire de
l'Association générale suisse des Boulangers et Confiseurs.

Schweizerische Bäcker & Conditoren Zeitung
officielles obligatoires organ
des Allgem. Schweiz. Bäcker & Conditoren Verbandes,

paraissant tous les samedis à la Chaux-de-Fonds. — Dès le pre-
mier courant, toutes les annonces destinées à cette publication
doivent donc être adressées exclusivement à notre maison.

Cette publication professionnelle hebdomadaire offre une ex-
cellente publicité dans toute la Suisse. Sans augmentation de
prix, les Annonces et Réclamations paraissent dans l'édition fran-
çaise et l'édition allemande.

TARIF D'INSERTION
Annonces, d'origine suisse, la ligne ou son espace, 45 cent.
Réclamations, 30

Nous profitons de l'occasion pour rappeler que notre agence
se charge, aux meilleures conditions, de l'expédition d'annonces
à tous les journaux, tant du pays que de l'étranger.

Société anonyme de l'agence de publicité
HAASENSTEIN & VÖGLER

24, Place Palud LAUSANNE Place Palud 24
Montreux, Vevey, Sion, Genève, etc., etc.

25 ANS DE SUCCÈS

NESTLÉ
15 DIPLOMES D'HONNEUR
18 MÉDAILLES D'OR
RECOMMANDÉE PAR LES AUTORITÉS
MÉDICALES DE TOUTS LES PAYS
SE VEND DANS LES
PHARMACIES ET DROGUERIES.

Pour anémiques
de haute importance
pour personnes affaiblies et délicates rien
de meilleur que la cure du véritable

Cognac Golliez ferrugineux

17 ans de succès en attestent l'efficacité incontestable contre
les pâles couleurs, l'anémie, la faiblesse des nerfs,
les mauvaises digestions, la faiblesse générale ou
locale, le manque d'appétit, les maux de cœur,
la migraine, etc.

Beaucoup plus digeste que toutes les pré-
parations analogues, sans atténuer les dents.
Le Cognac Golliez a été récompensé par 7 Diplômes
d'honneur et 14 médailles. Seul primé en 1889 à Paris,
Cologne et Gand. Refusez les contrefaçons et exigez dans
les pharmacies le véritable Cognac Golliez de Fré. Golliez
à Morat avec la marque des Deux palmiers. — En Flacons
de 2 fr. 50 et 5 fr.

Dans toutes les pharmacies et drogueries. n165x-715

A vendre à Chailly près Lausanne
la charmante

VILLA BON SÉJOUR

5759. Cette propriété, qui jouit d'une vue étendue, comprend 11
chambres, 2 mansardes, cuisine, nombreuses dépendances, jardin, pré
et champ, le tout d'une contenance de 37 ares 75 mètres (419 perches).
S'adresser, pour visiter l'immeuble et pour traiter, à M. F. Paquier,
notaire, rue de Bourg 8, Lausanne.

ORFEVREURIE CHRISTOFLE
EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889
DEUX GRANDS PRIX
LA MARQUE DE FABRIQUE
Sans nous préoccuper de la concurrence de prix qui ne peut nous être
faite qu'au détriment de la qualité, nous avons constamment maintenu la
perfection de nos produits et sommes restés fidèles au principe qui a fait
notre succès :
Donner le meilleur produit au plus bas prix possible.
Pour éviter toute confusion dans l'esprit de l'acheteur, nous avons
maintenu également l'unité de qualité,
celle que notre expérience d'une industrie que nous avons créée il y a
quarante ans, nous a démontrée nécessaire et suffisante.
La seule garantie pour l'acheteur est de n'accepter comme sortant de
notre Maison que les objets portant la marque de fabrique ci-contre et le
nom **CHRISTOFLE** en toutes lettres. **CHRISTOFLE & Co**

LA BALOISE
Compagnie d'assurances sur la VIE et contre les ACCIDENTS
fondée à Bâle en 1864.
BRANCHE VIE
Etat des assurances en 1890. Fr. 116,500,000
Garanties { Capital social (1 million versé, 9 millions obliga-)
tions) Fr. 10,000,000
Réserves) Fr. 25,000,000
Règlement d'assurances depuis la fondation) Fr. 33,000,000
Polices incontestables après 5 ans, le capital payable en totalité, même en cas
de suicide, duel, etc., innovations d'une importance capitale pour la famille et pour les
polices servant de garantie.
Les contrats de 3 ans ne sont pas annulés par la cessation du paiement des primes,
mais convertis en polices libérées sans qu'il soit besoin d'un avis.
Délai de 30 jours pour le paiement des primes et de 3 mois pour les restitutions
de police, sans nouvel examen médical.
Voyages d'outre-mer permis dans une large mesure sans surprime.
Opérations de LA BALOISE : Assurances en cas de décès, assurances mixtes et
à terme fixe ; assurance de dotation et de prévoyance pour la vieillesse, rentes viagères, etc.
S'adresser à M. DUNKI, agent général, à Lausanne, rue Centrale 3, et à MM. les
agents de La Baloise pour le canton de Vaud.
BRANCHE ACCIDENTS
Assurances individuelles contre les accidents corporels moyennant une prime très
modique. — Agence générale pour la Suisse romande : Jules PHILIPPE, 8, quai Pierre-
Fatio, Genève. n2070x-57

POUDRES DÉPURATIVES
DE MONSIEUR LE
DOCTEUR J. U. HOHL DE BÂLE
Remède infailible, garanti par une pratique de quarante ans.
Ce médicament facile à prendre, agit infailliblement toutes
espèces d'éruptions de la peau, de maladies vénériennes
et cancéreuses, de dartres et de plaies aux jambes. Il est
le plus excellent contre les scrofules si dangereuses, les maux
d'yeux, d'oreilles, de nez, etc. chez les enfants.
De nombreuses attestations de personnes guéries, des certificats de médecins
et de personnages appartenant à nos plus hautes autorités, sont tenus à la
disposition des gens désirant en prendre connaissance.
Prix de la boîte fr. 1.55
Toute boîte porte comme marque de fabrique, protégée par la loi,
la signature de l'inventeur J. U. Hohl, Docteur.
CERTIFICAT. Je certifie par ces lignes qu'un de mes enfants a souffert plus
d'une année d'une maladie des yeux, ainsi que d'une horrible éruption au visage,
et qu'il a été soigné sans succès par plusieurs médecins. — Ce même enfant a été
complètement guéri, en quelques semaines, par l'emploi de
quelques boîtes des poudres de Monsieur le Docteur J. U. Hohl.
Oberwil, le 21 sept. 1890. J. Degen, président de la commune.
En vente dans les pharmacies M. Grandjean et H. de Giez, Lausanne;
pharm. Archinard, U. Fontana, Cossonay; pharm. Peter, Anboine;
pharm. Addor, Vallorbes; pharm. H. Golaz, Ste-Croix; pharm. S.
Demiéville, Bière; pharm. E. Rapin, Montreux, et dans toutes les autres
pharmacies. n767q-1317

Poudre Andel
TRANSMARINE
nouvellement découverte
TUE
les punaises, les puces, les blattes, les teignes (mites),
les cafards, les mouches, les fourmis, les
cloportes, les pucerons d'oiseaux, principalement
tous les insectes, avec une promptitude et une sûreté pres-
que surnaturelle, de sorte qu'il n'en reste pas la moindre
trace du couvain d'insecte.
Cette poudre, véritable et à bon marché, se vend à Pra-
gue,
chez J. ANDEL, droguiste
„13, au chien noir, Hugsasse 13“
A Lausanne : chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,
13, rue du Pont 13. A Payerne : chez M. D. Perrin, où se
trouve le dépôt général pour la Suisse française. n3147x-2322

SINAPISME RIGOLLOT
Moutarde en feuilles, INDISPENSABLE DANS LES FAMILLES.
Le plus Simple, le plus Commode, le plus Efficace des RÉVULSIFS
EXIGER LA SIGNATURE en rouge de l'inventeur
SE VEND DANS TOUTES LES PHARMACIES
Dépôt Général : Avenue Victoria, 24, PARIS

ASILE ET MAISON DE SANTÉ
Bellevue près Neuveville (cant. de Neuchâtel)
Soins assidus, vie de famille. 158

LEYSIN
Station climatique d'altitude
(1450 m)
Ouverture, dès le 1^{er} novembre 1891, de deux beaux chalets-pen-
sions, solidement construits et très confortablement aménagés, exploités
par
La Société climatique de Leysin.
Pour renseignements, s'adresser à M. Kuenzler, gérant, Leysin.

Vente de maison, à Lausanne.

Le mardi 10 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, à
l'Hôtel-de-Ville (salle de la Justice de Paix), à Lausanne, Madame
Louise Vindens-Dentant, à Vevey, exposera en vente, aux en-
chères publiques, la maison qu'elle possède à Lausanne, à
l'angle de la rue de Bourg et de la rue St-François, com-
prenant 4 magasins, appartements, caves et dépendances.
Par sa situation tout exceptionnelle, dans le meilleur
quartier de la ville, cet immeuble offre pour tout genre
de commerce les plus grands avantages.
Les conditions de vente sont déposées en l'étude du notaire Mo-
rier-Genoud, rue Pépinet 4, Lausanne. 5768

GANTS & LANIÈRES
pour frictions sèches
DU 5260
DOCTEUR MONOD
Gants, lanières et brochure, 10 fr.
Franco dans toute la Suisse.
PHARMACIE DE LA POSTE
LAUSANNE

CHOCOLAT
ET
CACAO
KOHLER
LAUSANNE
(SUISSE)
MÉDAILLE D'OR
à l'Exposition universelle de
Paris 1889. 1296

ODONTINE DUVOISIN
Pharm. Chir. Dent. Verrières.
La meilleure pâte dentifrice.
dans toutes les pharmacies. 6052

Pastilles Pectorales
du Dr. ROY
primées par
H. ADDOR
pharmacien
à Yverdon (Suisse)
Guérison certaine
des maladies des
voies respirato-
ires, toux, rhumes,
bronchites, etc.
ESSAYEZ, VOUS JUGEREZ
En vente dans les principales pharmacies en
boîtes de 100 pastilles 1 fr. 20.

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

UNE JEUNE FILLE
[5774] qui a déjà servi comme
femme de chambre dans de
bonnes maisons, cherche à se
placer dans la Suisse française.
De bons certificats peuvent être pré-
sentés. S'adresser à François
Christen, Brigue. 61690

5670. On cherche
COMMANDITAIRE
avec apport de 5 à 50,000 fr., pour
industrie sérieuse. Intérêts mini-
mum, 5 % pour la première an-
née. Adresser les offres sous chiffre
O 1660 L, à Orell Füssli,
annonces, Lausanne.

ON DEMANDE
[5734] une dame ou demoiselle
bien au courant de la vente pour
liquider un commerce de mercerie
et bonneterie dans une des meil-
leures localités du canton.
Adresser les offres sous chiffre
V. A. B. 15, à J. Weith & fils, à
Lausanne.

A vendre à l'amiable.
1^{re} Maison à Evian, rue Cen-
trale, composée de rez-de-chaus-
sée comprenant beau et vaste ma-
gasin, 1^{er} et 2^{es} étages, grenier,
mansarde. Eau et gaz.
2^e Grange et écurie, à
Evian, à l'angle de la place de
l'Eglise.
Facilités de paiement. Jouissan-
ce de suite.
S'adresser à M^{re} Clerc, no-
taire, à Evian. 5411

A VENDRE
pour cause de départ
aux env. immédiats de Lau-
sanne, bord du lac, jolie vil-
la particulière, 12 p., jar-
din ombragé, vue magnifique.
S'ad. à MM. de la Harpe
& Châtelanet, Lausanne.

MOTEUR A GAZ
5675. A vendre un moteur à
gaz, système Capitaine, de la force
de quatre chevaux et n'employant
que 1,7 m³ de gaz par heure. Dis-
ponible dès le 1^{er} novembre. On
peut le voir fonctionner chaque
jour, des 7 h. du matin à 6 h. du
soir. S'ad. à l'agence de publicité
Haaseinstein & Vogler, Lau-
sanne, sous chiffre L 11797 L.

A VENDRE A MONTREUX
[5702] une maison récem-
ment bâtie, quartier du
Kursaal, convenant pour
petite pension ou hôtel ou
industrie quelconque. S. H.
59, poste restante, Mon-
treux. n3760m

BILLARD
[5469] presque neuf à vendre, ser-
vant aussi comme table à manger.
S'ad. au Direct^r de l'Auberge de
famille, à Vevey.

A VENDRE
[5712] dans une ville industrielle
et station étrangère au bord du
Léman, côte suisse, un

JOLI HOTEL
DE VOYAGEURS
et situé au centre des affaires à
proximité du débarcadere et de la
gare. Existence assurée pour un
preneur actif.
Ecrire sous B. H. 69, poste
restante, Lausanne.

VOITURES D'OCCASION
A VENDRE
[5770] chez J. Jacoud, place
de la Gare, Morges.
1 coupé 3/4, 1 dit à 2 places, 1
dit landaulet de Paris, 2 breaks à
6 et 8 places, 2 chars de côté, 1
phaeton avec capote mobile, le
tout en très bon état et à bas prix.

A LOUER
MEUBLÉE
[5768] pour le 15 décembre la
campagne d'ANTANISIE, à
Pierrefort, composée de
12 pièces, écurie, jardin et dépendances.
Belle vue sur le lac et les
Alpes. S'adresser à MM. Girard
et Brandenburg & Co,
place St-François 6, Lausanne.

A LOUER
LE
Château de Cheseaux.
S'adresser à M. Déraz, mu-
nicipal, Lausanne. 5769

A LOUER
5773. A remettre pour cause
de maladie un des premiers cafés
de la Suisse romande; bénéfice
10 à 15,000 fr. par année.
S'adresser poste restante F. D.
130, Genève.

Madame
Rosalie VAUTIER
née VUICHOD
leur bien-aimée mère, belle-
mère, grand'mère, belle-
sœur, tante et parente, que
le Seigneur a rappelée à Lui
le 27 octobre, à Montreux,
dans sa 88^e année.
Le présent avis tient lieu
de faire-part.